



# Lettre 66 – Octobre 2023

Lors de la Journée mondiale du migrant et du réfugié célébrée le 24 septembre 2023, et dont le thème cette année était «*Libre de choisir d’émigrer ou de rester*», on peut rappeler ces paroles du pape Jean-Paul II: : «*Il faut être vigilant face à l’émergence de formes de néo-racisme ou de comportements xénophobes, qui tentent de faire de ces frères des*

*boucs émissaires*. Surtout avant les futurs débats sur la loi relative à l’immigration.

Nous envisageons de mettre au goût du jour la diffusion des informations multiples qui circulent dans les cercles de silence. **On pourrait construire un site internet** ce qui serait plus réactif que la lettre de synthèse envoyées deux fois par mois. Cette lettre continuerait mais d’autres informations seraient à la disposition de toutes les personnes consultant le site national. **Cela suppose que tous les cercles acceptent d’y participer** en donnant des informations, en y mettant les divers tracts, informations sur les CRA, etc. On fabriquerait ainsi un réseau national qui aurait peut-être un impact sur les médias et qui serait à la disposition de tous. Il serait facile, par exemple, de donner la référence du site à toutes les personnes qui passent autour de nos cercles sans forcément s’arrêter. **En attente de vos réponses.**

Michel Girard

CERCLES DE SILENCE .....	3
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	3
Cornebarrieu.....	3
Mesnil-Amelot .....	4
Vincennes .....	4
FRANCE.....	4
Etudiants du Mali, du Burkina Faso et du Niger.....	4
La France ne respecte pas ses obligations internationales .....	5
Six années de déclarations et d’actes contradictoires en matière d’accueil des migrants.....	6
A propos de la loi future sur l’immigration.....	8
Albi.....	9
Besançon .....	9
Caen .....	11
Calais.....	11
Nord .....	12
Paris.....	12
La Roya.....	13
Limoges.....	13
Lorient.....	14
Lyon .....	14
Marseille.....	15

Paris.....	15
Pau.....	16
Saint-Brévin-les-Pins .....	16
Sangatte Blériot-Plage.....	16
FRONTIERES DES ALPES .....	17
MANCHE .....	18
MÉDITERRANÉE.....	19
SOS Méditerranée .....	19
Unicef.....	19
UNION EUROPÉENNE.....	20
L’immigration clandestine, un problème sans solution apparente .....	20
L’Europe et l’accueil des migrants.....	20
Frontex .....	22
Allemagne .....	22
Bulgarie.....	23
Chypre.....	24
Croatie.....	25
Espagne .....	26
Grèce .....	27
Italie .....	27
Italie- Allemagne.....	29
Vintimille .....	29
Pologne.....	31
Pologne-Slovaquie .....	31
Portugal .....	32
<b>Vatican</b> .....	32
Visite du pape François à SOS Méditerranée alerte sur le sort des migrants en mer.....	34
EUROPE .....	34
Bosnie-Herzégovine.....	34
Royaume-Uni.....	35
Serbie .....	36
ASIE.....	36
Haut-Karabakh.....	36
Liban .....	37
Thaïlande.....	38
AFRIQUE .....	38
Libye .....	38

République démocratique du Congo.....	39
Sénégal.....	39
Tunisie.....	39
AMERIQUE.....	40
Mexique .....	40
USA.....	41
CINEMA.....	42

## CERCLES DE SILENCE

Cette année, un grand nombre de cercles de de silence vont fêter – tristement - leur **15<sup>ème</sup> année**. Je vous propose pour cela, **de publier les photographies, que vous voudrez bien m’envoyer** (sans oublier que les personnes présentent acceptent d’être publiées sur la photo en question). Voici des photos des cercles de :



**GAP**



**PARIS**

Magnifique Cercle : nous étions 17 permanents et 5 personnes se sont jointes à nous. Par ailleurs l'intérêt suscité par notre mouvement était manifeste. Pas de police.

## CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

### **CORNEBARRIEU**

Toujours beaucoup d'entrants, 20% de plus que l'an passé, et les conditions de vie se sont aggravées du fait de la diminution des effectifs des gardiens : restriction des visites et de l'accès au téléphone. Beaucoup de réponses négatives de la cour d'appel, qui peuvent s'expliquer par la saturation des juges en sous-effectif, ce qui entraîne une prolongation de la durée de rétention, inutile bien sûr. L'Algérie ne fait pas de difficultés pour reconnaître ses ressortissants mais le Maroc les refuse souvent.

## MESNIL-AMELOT

Après un premier appel d'offre infructueux, l'État n'a pas abandonné l'idée de construire un nouveau CRA au Mesnil Amelot. Un nouvel appel d'offre pour désigner un aménageur, en gros une boîte qui va être le chef d'orchestre de la construction de ce nouveau CRA (élaboration du programme technique, sélection de la ou des boîtes en charge du futur marché de la construction, etc.), a été clôturé le 1<sup>er</sup> septembre 2023. Le nom de cet aménageur n'est pas encore connu, mais le dossier qui a été mis en ligne sur [marches-publics.gouv.fr](https://marches-publics.gouv.fr) donne déjà beaucoup d'infos sur ce que sera ce nouveau CRA. Le nouveau CRA est prévu sur une partie du site de l'ancien CRA n°1 du Mesnil Amelot (en activité de 1995 à 2011, situé au 1 rue Périchet), juste en face des pistes de l'aéroport Charles de Gaulle. Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 15 millions d'euros. Le nouveau CRA sera de 64 places : deux blocs de 32 places, composés chacun de 16 « chambres » de deux places. Les blocs de rétention seront organisés autour d'une cour intérieure de seulement 150 m<sup>2</sup>. Celle-ci sera équipée de façade lisse sans appui et de rebords pour « éviter les risques d'escalade » avec « intégration d'un grillage en toiture ». Les blocs de rétention seront au rez-de-chaussée. Le délire sécuritaire va loin et prévoit un « système de détection intrusion périmétrique et sur les blocs de chambre par infrarouge et hyperfréquence » ainsi que de la vidéo-surveillance. Est aussi prévu un « chemin de ronde » à partir de 2 lignes de clôture rigide de 2,5m de haut, espacées d'environ 2m et « disposant d'une très haute résistance ». Effectifs de police : 2 brigades de jours de 30 agents (6h30 – 17h30 et 8h30- 19h30) + 10 personnes (chef du CRA, adjoint, greffe, logistique, ...) et 2 brigades de 11 agents de nuit (19h30-6h30). Plusieurs dates sont évoquées avec un début de chantier en 2025 et des travaux devant durer 2 ans.

<https://paris-luttes.info/mesnil-amelot-les-premiers-plans-17387>

## VINCENNES

Le 23 septembre 2023, on a appris **qu'une personne était décédée au CRA**. Il s'agit d'une personne qui, apparemment après une tentative de suicide, a été envoyée à l'hôpital, et y est morte 10 jours plus tard, le 21 août 2013. Selon une interview du coordinateur de l'ASSFAM (l'asso qui intervient dans le CRA) publiée par Radio France, le médecin du CRA avait fait 2 certificats attestant de l'incompatibilité de l'état de santé de la personne avec la rétention. Toujours d'après le coordinateur, l'ASSFAM avait fait une demande de mise en liberté qui avait été rejetée par le JLD, en première instance puis en appel. Ils avaient aussi saisi la préfecture pour demander sa libération : la préfecture avait refusé. Enfin le JLD avait à nouveau prolongé sa rétention le 20 août, alors même qu'il était à l'hôpital ; il décédait le jour suivant. La préfecture, comme les différents juges de la liberté et de la détention qui ont rejeté les DML et prolongé la rétention, savaient que cette personne était dans un état de santé grave. Le médecin du CRA l'avait dit, l'ASSFAM l'avait dit, l'hôpital l'avait dit. Il l'avait probablement dit lui-même, ce qui n'avait sans doute pas changé grand-chose vu comment les personnes retenues n'ont pas le droit à la parole pendant les audiences devant le JLD.

<https://abaslescra.noblogs.org/deuxieme-mort-en-3-mois-au-cra-de-vincennes/#more-3737>

## FRANCE

### ***ETUDIANTS DU MALI, DU BURKINA FASO ET DU NIGER.***

La France compte actuellement quelque 3 000 étudiants maliens, 2 500 burkinabè et 1 200 nigériens dans ses établissements d'enseignement supérieur. **Les étudiants originaires du Mali, du Burkina Faso et du Niger ne pourront plus obtenir de visa pour poursuivre leur scolarité en France.** Le ministère français des Affaires étrangères a annoncé samedi 16 septembre 2023 suspendre les visas pour ces trois pays. "*Les services campus France et visas ne peuvent plus fonctionner normalement*", indique le ministère, en raison de la fermeture des services consulaires français. "*Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères n'a jamais donné instruction de suspendre la*

*coopération avec le Mali, le Niger et le Burkina Faso, ou leurs ressortissants. C'est la coopération de la France dans ces trois pays qui est suspendue, compte tenu du contexte sécuritaire et politique". Le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a indiqué être "contraint de suspendre [ses] services de visas et [sa] coopération civile pour des raisons de sécurité". Pour autant "il n'est pas question de stopper des coopérations existantes avec des universités ou d'autres établissements scientifiques". **Les étudiants maliens, burkinabè et nigériens déjà sur le territoire français ne sont en revanche pas concernés par la mesure.** "Les artistes, étudiants et chercheurs déjà en France poursuivent normalement leurs activités et leurs études, et sont les bienvenus". Les bourses accordées aux étudiants de ces trois pays déjà sur le territoire français "restent actives".*

## **LA FRANCE NE RESPECTE PAS SES OBLIGATIONS INTERNATIONALES**

### **"Contrôle des frontières : le gouvernement contraint de sortir de l'illégalité"**

Après 8 ans de pratiques illégales du gouvernement français en matière de contrôle et d'enfermement des personnes en migration aux frontières intérieures, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) confirme, dans un arrêt du 21 septembre 2023, qu'elles sont contraires au droit. Elle rappelle à **la France qu'elle doit se conformer au droit de l'Union européenne**, et il appartient au gouvernement français de prendre des mesures immédiates sans attendre que le Conseil d'État en tire toutes les conséquences.

<https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2023-09/ep230145fr.pdf>

<http://www.anafe.org/spip.php?article694>

<https://www.gisti.org/spip.php?article7106>

Même si un pays a mis en place des contrôles à ses frontières intérieures, il n'a **pas le droit de procéder à des refoulements systématiques** à ses frontières. Il doit respecter la directive européenne dite "retour" qui prévoit qu'un ressortissant non européen puisse "*bénéficier d'un certain délai pour quitter volontairement le territoire*". Lorsqu'un État membre décide de réintroduire temporairement des contrôles à ses frontières intérieures, il ne peut pas imposer systématiquement un refus d'entrée à tous les ressortissants étrangers illégaux. Sollicitée par le Conseil d'État français, qui lui-même a été saisi par des associations, la CJUE impose donc par cet arrêt une jurisprudence à tous les pays de l'Union européenne (UE). Et cette décision vise notamment **la France** car le pays a rétabli des **contrôles à ses frontières intérieures depuis 2015**. Depuis huit ans, tous les trains passant par Menton sont contrôlés, des policiers filtrent les postes-frontières et patrouillent dans les montagnes de l'arrière-pays. Et depuis le 1er juin 2023, une force frontière est déployée, avec des renforts de personnels, l'appui des militaires de l'opération Sentinelle et de drones à caméras thermiques.

La France doit donc respecter obligatoirement la directive "retour". "*L'éloignement forcé n'intervient qu'en dernier recours*", ajoute la Cour. "*Une décision de refus d'entrée peut être adoptée mais, en vue de l'éloignement de l'intéressé, les normes et procédures communes prévues par la directive 'retour' doivent tout de même être respectées, [...]*", écrit la CJUE, mettant ainsi à mal la politique menée à certaines frontières françaises. Elle précise également "*qu'exclure les ressortissants de pays tiers qui séjournent irrégulièrement sur leur territoire du champ d'application de cette directive*" ne peut se faire qu'à "*titre exceptionnel*". Or, depuis plusieurs années, la France est accusée de profiter du retour des contrôles aux frontières pour refouler les migrants qui tentent de pénétrer sur le territoire - même ceux qui viennent y demander l'asile. "*En deux mots, cette décision dit que la France mène une politique illégale de fermeture des frontières*", résume l'association pour le droit des étrangers (ADDE), une des associations qui a saisi justice. "*Refouler, ça veut dire en quelque sorte, refuser à ces personnes la possibilité de venir en France faire une demande d'asile ou de traverser la France pour aller ailleurs dans l'UE [...] La France depuis 8 ans a décidé de faire des contrôles. Et comme elle a rétabli des contrôles, elle s'est estimée en droit de pouvoir refouler des exilés provenant d'Italie, en particulier*". "*Après huit ans de pratiques illégales du gouvernement*

français en matière de contrôle et d'enfermement des personnes en migration aux frontières intérieures, la CJUE confirme (...) qu'elles sont contraires au droit", ont complété une vingtaine d'organisations. Cette décision "est clairement une victoire". "Cela veut dire que le gouvernement ne peut pas passer outre le droit de l'Union européenne". L'avocate en droit des étrangers appelle le gouvernement français "à prendre des mesures sans attendre". Et ce juste au moment où le ministre de l'Intérieur, affichant ainsi la "fermeté" du gouvernement sur ce sujet, déclare : la France "n'accueillera pas de migrants" venus de l'île italienne, affichant ainsi la "fermeté" du gouvernement sur ce sujet. 32 000 interpellations ont eu lieu depuis le début de l'année le long de la frontière franco-italienne. Et sur ce nombre, 24 000 ont fait l'objet d'une procédure de non-admission et ont été remis aux autorités italiennes. Concernant l'arrêt rendu par la CJUE : "Nous avons été informés. L'État réalise une analyse, nous aurons les instructions plus tard", a expliqué la directrice départementale de la police aux frontières qui a précisé que les migrants arrivés récemment à Lampedusa ne devraient pas arriver à la frontière française avant "plusieurs semaines".

## **SIX ANNEES DE DECLARATIONS ET D'ACTES CONTRADICTOIRES EN MATIERE D'ACCUEIL DES MIGRANTS**

La France "n'accueillera pas de migrants" venus de l'île italienne de Lampedusa. "La France veut une position de fermeté. Ce n'est pas en accueillant plus de personnes que l'on va tarir un flux qui évidemment touche nos capacités d'intégration", a affirmé, mardi 19 septembre 2023 le ministre de l'Intérieur. Une position dans l'air du temps puisque l'exécutif français, à commencer par le président de la République Emmanuel Macron, a décidé de faire de l'immigration un thème majeur de la rentrée politique en évoquant ces dernières semaines un possible référendum sur cette question. Personne ne sait encore si ce référendum aura bien lieu et quelle question précise pourrait bien être posée. Une incertitude qui colle finalement assez bien avec les hésitations françaises vis-à-vis des migrants, l'exécutif multipliant les revirements depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée en 2017.

- **Janvier 2017 : Emmanuel Macron fait l'éloge d'Angela Merkel sur la question migratoire**

Alors candidat à l'élection présidentielle, Emmanuel Macron publie une tribune le 2 janvier 2017, dans laquelle il fait l'éloge de la chancelière allemande Angela Merkel, qui a pris la décision lors des années précédentes, à rebours de la plupart des pays européens, d'accueillir de nombreux migrants sur son sol. "Quand l'Italie affrontait seule l'arrivée des réfugiés à Lampedusa, au point que le pape François s'en est vivement ému, ni la France ni l'Allemagne n'ont été au rendez-vous. De même, les Grecs ont longtemps été en première ligne, démunis et dépassés, face à l'afflux de réfugiés et de migrants. Pour autant, la chancelière Merkel et la société allemande dans son ensemble ont été à la hauteur de nos valeurs communes ; elles ont sauvé notre dignité collective en accueillant des réfugiés en détresse, en les logeant, en les formant." Devenu président, Emmanuel Macron précise sa vision de l'accueil des migrants, et en particulier des demandeurs d'asile, lors d'un discours prononcé le 27 juillet 2017 à Orléans. "Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues, dans les bois ou perdus, déclare-t-il. C'est une question de dignité, c'est une question d'humanité et d'efficacité là aussi. Mais je veux que partout où sont construits ces hébergements d'urgence qui permettent de les accueillir, il y ait les dispositions administratives qui permettent de traiter leur dossier." Plusieurs dizaines de milliers de migrants dorment toujours dans les rues en 2023.

- **Été 2018 : la France refuse d'accueillir l'Aquarius**

L'été 2018 est marqué par des disputes diplomatiques impliquant notamment la France et

l'Italie au sujet de l'Aquarius, un navire affrété par l'association SOS Méditerranée qui effectue des missions de recherche et de sauvetage en haute mer, sauvant la vie de nombreux migrants naufragés. Tout commence au mois de juin lorsque l'Italie refuse d'accueillir l'Aquarius et les 629 migrants à son bord. Emmanuel Macron critique alors "*le cynisme et l'irresponsabilité du gouvernement italien*", qui refuse de laisser le navire accoster, mais n'accepte pas de le recevoir pour autant. Après une semaine d'errance, l'Aquarius peut finalement accoster en Espagne le 17 juin, avant de faire escale à Marseille. Sur les 629 migrants, 78 sont accueillis en France. Quelques semaines plus tard, le 25 septembre, l'Aquarius est à nouveau refoulé par la France, alors que 58 migrants se trouvent à bord. C'est Malte qui accepte cette fois-ci d'accueillir les migrants, mais pas l'Aquarius qui doit rester au large. Et si la France se résout finalement à recevoir 17 de ces migrants, c'est bien la position de fermeté et le refus de laisser accoster l'Aquarius qui marque alors les esprits.

- **Septembre 2018 : la loi Asile et Immigration durcit le ton**

Le premier ministre de l'Intérieur d'Emmanuel Macron fait voter durant l'été 2018 une loi Asile et Immigration critiquée par l'ensemble des associations venant en aide aux migrants. Parmi les mesures pointées du doigt, l'allongement de la période de rétention des personnes en situation irrégulière de 45 à 90 jours, la possibilité de placer des enfants en centre de rétention et la réduction par deux du délai de recours des demandeurs d'asile déboutés. Le texte controversé divise la majorité présidentielle – plus d'une dizaine d'entre eux s'abstiennent au moment du vote et un député vote contre – et suscite même l'ire de Jacques Toubon, ancien ministre de droite devenu Défenseur des droits, qui estime en février 2018, que le demandeur d'asile est "*mal traité*" par le projet de loi.

- **Novembre 2019 : Le premier ministre restreint l'accès aux soins pour les migrants**

Il annonce un nouveau plan immigration le 6 novembre 2019 qui entend combattre ce que le gouvernement appelle le "*tourisme médical*". La couverture médicale offerte aux migrants attire de nombreux migrants vers la France, selon l'exécutif, qui choisit de durcir les conditions d'accès. Ainsi, pour les demandeurs d'asile, un délai de carence de trois mois est instauré pour avoir droit à la protection universelle maladie (PUMA) – sauf pour les mineurs –, tandis que les étrangers bénéficiant de l'aide médicale d'État (AME) voient la liste des soins pris en charge être réduite.

- **Novembre 2020 : évacuation violente d'un camp de migrants place de la République à Paris**

Plusieurs centaines de migrants sont violemment évacués de la place de la République dans la soirée du 23 novembre 2020, quelques jours après le démantèlement d'un camp de 2 000 migrants à Saint-Denis, au pied du Stade de France. L'opération parisienne donne lieu à des violences des forces de l'ordre contre les migrants qui poussent le ministre de l'Intérieur à réagir. "*Certaines images de la dispersion du campement illicite de migrants place de la République sont choquantes*", écrit-il tout en annonçant une enquête de l'IGPN. "*On ne répond pas à la misère par la matraque. La mise à l'abri des migrants du campement de Saint-Denis restés à la rue est urgente, indispensable, indiscutable. Il en va de l'honneur de la République française*", réagit la directrice générale de France terre d'asile, dont l'association critique par ailleurs depuis plusieurs années le traitement des migrants installés à Calais. Quand les tentes ne sont pas lacérées par la police, c'est en effet la "*jungle*" elle-même qui est purement et simplement démantelée à l'aide de bulldozers.

- **Août 2021 : après le retour des Taliban en Afghanistan, "se protéger contre des flux migratoires irréguliers importants"**

Alors que la France procède au rapatriement de ses ressortissants après le retour au pouvoir en Afghanistan des Taliban, le 15 août 2021, Emmanuel Macron déclare qu'il est du "devoir" et de la "dignité" de la France de protéger "les Afghans qui ont travaillé pour la France" (interprètes, chauffeurs, cuisiniers, etc.). Mais le président de la République prévient également que l'Europe

devra "se protéger contre des flux migratoires irréguliers importants". Une phrase que condamne la gauche et les associations humanitaires qui y voient un manque d'empathie avec la situation vécue alors par les Afghans. Lors des semaines qui suivent, la France est accusée de ne pas en faire assez, notamment vis-à-vis des interprètes et des femmes afghanes. Au total, 2 600 Afghans sont évacués vers la France contre 8 000 au Royaume-Uni et plus de 4 000 en Allemagne.

- **Février 2022 : 110 000 réfugiés ukrainiens accueillis sur le sol français**

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, provoque le départ de nombreux Ukrainiens sur les routes vers l'Europe de l'Ouest. La France ouvre rapidement ses frontières aux réfugiés et dépense 500 millions d'euros pour leur accueil. Résultat : ils sont plus de 110 000 à arriver sur le territoire français en un an, dont 80 % de femmes, selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur le 24 février 2023, à l'occasion de l'anniversaire du début du conflit. Les associations d'aide aux migrants applaudissent, mais y voient également un deux poids, deux mesures par rapport à l'accueil réservé aux migrants en provenance du Sud. "On est très contents que ça puisse se passer ainsi pour les Ukrainiens, mais on a trouvé tout cela d'une injustice incroyable. Quand ce sont des Africains ou des Afghans, on nous dit qu'il n'y a pas de place pour les héberger et ils dorment à la rue. Par contre, quand ce sont des Ukrainiens, des personnes auxquelles on peut s'identifier, on ouvre des centres d'hébergement", regrette le fondateur de l'association Utopia 56.

- **Novembre 2022 : la France accueille l'Ocean Viking, mais suspend l'accueil de 3 500 réfugiés**

Quatre ans après l'Aquarius, le nouveau navire affrété par SOS Méditerranée, l'Ocean Viking, se retrouve à son tour au centre d'une crise diplomatique entre la France et l'Italie. Alors que la nouvelle Première ministre italienne refuse de laisser le bateau, qui transporte 234 migrants, accoster dans un port italien, le ministre de l'Intérieur français annonce, le 10 novembre 2022, que la France accueillera "à titre exceptionnel" l'Ocean Viking à Toulon. Le ministre, qui annonce qu'un tiers des migrants à bord seront accueillis en France, juge "incompréhensible" la décision italienne et critique un "comportement qui est contraire au droit international et contraire à la solidarité et aux engagements" pris par Rome. En revanche, il en profite, en signe de protestation, pour suspendre le transfert en France de quelque 3 500 migrants arrivés sur le sol italien – un transfert prévu dans le cadre d'un accord de répartition au niveau européen.

À l'image de ces nombreux changements de pied, le gouvernement français compte relancer à l'automne l'examen de son projet de loi Immigration, initialement prévu pour le début de l'année. Le texte entend notamment faciliter l'éloignement des étrangers "qui représentent une menace grave pour l'ordre public", mais aussi régulariser les sans-papiers travaillant déjà en France dans des métiers en tension.

Évolution du nombre de premiers titres de séjour accordés par la France ( ministère de l'intérieur).

2017	2018		2019	2020	2021	2022
247 436	267 421		287 503	229 388	282 772	316 374

## ***A PROPOS DE LA LOI FUTURE SUR L'IMMIGRATION***

Le nouveau projet de loi asile et immigration du gouvernement conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des migrantes et migrants. Il a pour objectif de graver dans le marbre et de radicaliser les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des OQTF et des IRTF, dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de centre et locaux de rétention administrative.

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les



migrantes et migrants sont déshumanisés et considérés uniquement comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits "en tension". Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreuses étrangères et de nombreux étrangers, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints. Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique...

Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...). Les droits des étrangères et étrangers sont de plus en plus précarisés. L'attaque s'inscrit dans l'agenda global du gouvernement : chômage, retraites, logement, santé... En 2006 déjà, nous étions uni-e-s contre l'immigration jetable, nous appelons donc à nous mobiliser contre cette réforme qui, si elle était adoptée, accentuerait encore le fait que les étrangères et étrangers en France sont considérés comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir. Il est de la responsabilité de nos organisations, associations, collectifs et syndicats de réagir.

<https://www.ldh-france.org/appele-contre-limmigration-jetable-et-pour-une-politique-migratoire-daccueil/>

## ALBI

Le préfet du Tarn représentant de l'Etat, a décidé **d'interdire toute manifestation prévue mardi 26 septembre 2023 en lien avec l'audience des trois militants d'extrême-droite.** *"En raison du risque de trouble à l'ordre public, le Préfet, garant de la sécurité de tous, ne peut permettre de tels rassemblements dans ce contexte particulièrement sensible. Les services de l'État relèvent en effet qu'à plusieurs reprises, des rassemblements d'opposants et de partisans de ce groupement de fait ont occasionné des violences physiques. De plus, d'autres appels à manifester, non déclarés, ont été portés à la connaissance de la préfecture. Le préfet a émis cet arrêté d'interdiction en invoquant des préoccupations de sécurité publique. Selon lui, des rassemblements antérieurs liés à Patria Albigès ont souvent dégénéré en violences physiques. De plus, des appels non déclarés à manifester ont été portés à la connaissance des autorités, accentuant les craintes de troubles. L'arrêté préfectoral ne passe pas chez les organisateurs de la manifestation dont l'objectif est de demander la dissolution du groupuscule d'extrême-droite Patria Albigès en raison de ses dérives violentes. Parmi eux, une députée a critiqué vivement la décision du préfet. La parlementaire estime que les raisons invoquées par le préfet pour l'interdire ce rassemblement n'était pas valable, les événements passés et la manifestation prévue étaient selon elle distincts. Elle conteste, l'argument du manque d'effectifs en raison de la Coupe du Monde de Rugby : "La vie démocratique et la défense des valeurs républicaines contre les groupuscules fascistes doivent-elles s'arrêter pendant la Coupe du Monde ? Le Président de la République s'est félicité hier d'avoir reçu un Pape, un Roi et une Coupe du Monde en même temps, mais les services de l'État du Tarn ne peuvent pas encadrer une manifestation devant un tribunal ! Si la décision du Préfet va dans le sens de l'interdiction, Madame la députée, dénonce une décision arbitraire et s'interroge sur le bien-fondé de cette décision qui musèle la société civile et les élu-es de la République."* Les trois militants jugés mardi 26 septembre par le Tribunal correctionnel d'Albi (Tarn) sont poursuivis pour provocation publique à la haine après une action anti-migrants dans les parcs d'Albi en juin 2023. Le procès a finalement été repoussé au 12 décembre 2023.

## BESANÇON

*"On constate depuis cet été un afflux de jeunes migrants mineurs non accompagnés, c'est certain"* déplore la responsable des bénévoles de la CIMADE à Besançon. *"Ces jeunes arrivent principalement de Côte d'Ivoire et de Guinée, surtout pour des raisons économiques car ils n'ont aucun avenir dans leur pays." "Ils arrivent chez nous car il y a une réorientation de l'Ile-de-France vers la province, pour faire place nette avant les événements à venir, Coupe du monde de rugby et*

*Jeux Olympiques". "Ceux que nous rencontrons sont ceux qui ne sont pas reconnus mineurs par le Conseil départemental, ils sont mis à la rue, tout simplement." "Notre association accompagne 74 de ces jeunes depuis le début de l'été. "Les réseaux solidaires sont déjà plein, une grande majorité d'entre eux, 50 au moins, dorment dehors tous les jours depuis le mois d'avril." Pourquoi ? "Parce qu'ils n'ont pas fait la preuve, via des papiers originaux, de leur minorité". "Sauf que dans la traversée qui est la leur, ils ne se baladent pas avec un passeport ou un extrait originale d'acte de naissance." La CIMADE réclame simplement aujourd'hui "une meilleure prise en charge de ces jeunes par l'Etat ou les services du département."*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/a-besancon-50-jeunes-migrants-dorment-dehors-depuis-le-mois-d-avril-selon-francoise-leroy-de-la-cimade-9942780>

Mi-octobre 2023, un **"sas d'accueil temporaire régional"** mis en place dans différentes régions par les préfetures ouvrira à Besançon, en remplacement de celui ouvert à Seloncourt, dans le nord Franche-Comté, quelques mois plus tôt. Ce dispositif, baptisé ainsi par les services de l'État, vise à accueillir des migrants sans-abris en provenance de Paris, pour une durée temporaire. À Seloncourt, 185 demandeurs d'asile, arrivés par groupe d'une cinquantaine, ont été pris en charge, logés et nourris, dans l'ancienne MAS de l'ADAPEI, depuis mai 2023. Ce dispositif va se poursuivre à Besançon à partir de la mi-octobre 2023. L'ambition affichée par les services de l'État est de déconcentrer Paris, ville particulièrement prisées des demandeurs d'asile, et mieux répartir les migrants pour *"améliorer leur prise en charge"*. *"Besançon est une ville qui offre plus de pérennité pour ce dispositif, car toutes les administrations se situent à proximité pour les demandeurs d'asile. C'est bien plus pratique. La prise en charge dure en moyenne trois semaines. À terme, les personnes iront dans tous les départements de Bourgogne-Franche-Comté. Ils ont un toit, ils sont nourris. C'est un accueil plus humain que dans des gymnases à Paris"*, nous explique la préfeture du Doubs.

La situation est de plus en plus tendue, partout, et les sas régionaux ne vont rien y changer, au contraire. Comme à Paris, les villes de province subissent des tensions croissantes et les problèmes entourant l'accueil des populations migrantes se multiplient. Le nombre de demandes d'asile a considérablement augmenté. En 2022 et 155 773 demandes (mineurs compris) ont été formulées en Guda (guichets uniques de demandes d'asile). Cela représente une hausse de 28,3% par rapport à 2021 et un retour au niveau constaté avant la crise sanitaire. L'Afghanistan, le Bangladesh, la Turquie et la Géorgie sont les premiers pays de provenance des premières demandes d'asile. *"On peut mettre en place ce qu'on veut, mais les arrivées sont trop importantes"*, nous précise la Croix Rouge du Doubs. *"On arrive à saturation. On occupe le terrain, on répond aux gens qui se présentent. On arrive, avec le CCAS, à gérer tout ça pour l'instant. Maintenant, jusqu'à quand ? Je n'en sais rien... On verra bien"*. C'est un jeu de chaises musicales, mais cela ne correspond pas à une politique nouvelle. Une éducatrice spécialisée dans l'aide aux réfugiés confirme : *"C'est saturé partout. Les places temporaires, c'est bien, mais ensuite ? Il faut de vrais professionnels pour accompagner les gens"*. L'association SOLidarité MIgrants REfugiés Besançon pointe du doigt le manque d'une politique globale ambitieuse de la part de l'État. *"L'explication qui consiste à dire qu'on va mieux s'occuper des migrants en province qu'à Paris n'est pas vraiment justifiée. Il manque déjà des places en régions donc la prise en charge reste compliquée. **Ce n'est clairement pas une politique de création de lits d'hébergement pour les personnes migrantes.** C'est plutôt une manière de se décharger des populations qui sont massivement concentrées en région parisienne pour les transférer d'autorité ailleurs, en faisant passer ça pour des migrations volontaires. En réalité, il n'y a pas de politique de développement de centre d'accueil pour demandeurs d'asile en France"*. *"C'est un jeu dangereux, car les arrivées concernent aussi des femmes avec enfants, des gens malades. On n'est pas tout à fait prêt à affronter ce nombre important de personnes, en régions en général, et dans notre région"*. Pour une bénévole de la CIMADE de Besançon : Que deviennent les migrants après leur passage dans un "sas régional" ? Difficile de le savoir. *"On est débordés, c'est le cas à Besançon comme ailleurs. On fait tout ce qu'on peut, les procédures sont très longues. Des gens se retrouvent dans la rue, parce qu'ils ne peuvent plus être hébergés là où ils étaient"*. *"Dans l'absolu, monsieur le*

*préfet du Doubs a raison, mais dans la réalité, il faut une autre répartition régionale. Beaucoup de gens sont envoyés sur Besançon, moins dans le Jura et en Haute-Saône. La déconcentration ne suffit pas, en tout cas pas à n'importe quel prix. Là, on travaille n'importe comment. J'ai un peu honte de ma France. Dispatcher les demandeurs d'asile en régions devait permettre de désengorger la capitale, notamment à l'approche des Jeux Olympiques de Paris 2024, ont dénoncé les associations. "Un hasard de timing, cela n'a pas de lien", nous fait-on savoir du côté de la préfecture du Doubs. Qu'en est-il six mois après ? Paris recensait 321 tentes installées dans les rues parisiennes, dans des campements de fortune, à la mi-septembre 2023, contre 191 au moment de l'annonce des "sas régionaux". À l'issue de leur passage dans les "sas", 20% d'entre eux partent sans que l'on sache ce qu'ils deviennent, a indiqué le ministère du Logement et 53% d'entre eux sont redirigés vers des centres d'hébergement d'urgence, dans des villes dans lesquels les dispositifs d'aide sont déjà saturés.*

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/bourgogne-franche-comte/doubs/migrants-evacues-de-paris-c-est-sature-partout-dans-le-doubs-les-associations-et-professionnels-de-l-accompagnement-tirent-la-sonnette-d-alarme-2846525.html>

## CAEN

À Caen, jeudi 28 septembre 2023, au Forum mondial pour la Paix, **une afghane, 25 ans, journaliste réfugiée**, arrivée en Normandie au cours de l'été 2021, accompagnée depuis par France Terre d'Asile, a reçu un vélo de course d'un couple de retraités de Bénouville. Découvrant en mai 2023 son parcours et sa passion pour la course cycliste, les deux retraités ont eu l'idée de lui offrir un **vélo de course**. Donné par une famille qui ne s'en était jamais servi. Ce qui fut fait, jeudi 28 septembre ! Elle est émue, touchée par le geste, s'empare de son smartphone, appelle sa maman, lui montre le vélo. La pratique du cyclisme n'était pourtant pas de tout repos dans les environs de Kaboul. *« Non seulement je suis une jeune femme, non seulement je fais du journalisme, mais en plus je monte sur un vélo. On m'insultait, on me tapait parfois. Le vélo, pour moi, c'était la liberté, un peu, se souvient la jeune femme. Ici, c'est différent, je me sens libre, je ne me couvre pas la tête, sauf quand je parle à ma famille par téléphone. »* À 23 ans, elle avait fui Kaboul et atterri en France le 27 août 2021, parmi 2 600 réfugiés. Habitant près de Rouen, elle apprend le français à l'université, dit se sentir « de plus en plus à l'aise en France ». Redevenir journaliste un jour, elle en rêve évidemment. *« Mais le rêve de refaire du vélo va se réaliser ».*

<https://www.ouest-france.fr/normandie-pour-la-paix/la-belle-histoire-dazada-refugiee-afghane-qui-va-refaire-du-velo-grace-au-don-de-deux-normands-cac50a86-5ddc-11ee-b05a-89331e52d674>

## CALAIS

Une institution française renouvelant son stock de smartphones a légué 55 000 d'entre eux aux Ateliers du Bocage, une association liée à Emmaüs, qui a trié les smartphones et a pu en sauver 28 000 qui ont été reconditionnés, dans un laps de temps rapide, et remis en vente environ 70 euros l'unité, sur le principe du café suspendu. Pour un acheté, un autre est donné à une personne vulnérable ou qui en a besoin. Dans ce cadre, **500 smartphones seront donnés mardi 26 septembre 2023 à l'Auberge des migrants**, à Calais. *"Cette opération a été d'autant plus intéressante que le reconditionnement des portables a permis de donner du travail à 7 personnes pendant 8 mois dans notre atelier des Deux-Sèvres"*, l'intérêt du don à Calais est *"la dimension humaine, humanitaire"*. Quant à la **distribution des téléphones aux personnes exilées**, elle s'organisera ensuite. Les smartphones sont nécessaires pour les réfugiés. Si la jungle de Calais était un bidonville, elle avait tout de même un intérêt, faciliter le travail des associations. *"La politique actuelle, c'est empêcher, éclater, atomiser les regroupements. Du coup, ces téléphones portables vont aider les personnes exilées et les associations à travailler ensemble. Je prends un exemple, le Refugee women's center qui fait un suivi sociomédical des femmes et de leurs familles n'a pas toujours de suivi dans ses dossiers parce que les réfugiées n'ont pas de téléphone. Autre exemple, quelqu'un se blesse en tombant d'un camion, il peut appeler les secours. Ou appeler les garde-côtes, en mer. Ou même, ne serait-ce que se repérer quand on arrive à Calais, car le turn-over est important"*.

## NORD

18 septembre 2023, 41 organisations interpellent le Préfet du Nord au sujet des difficultés rencontrées lors des renouvellements de titre de séjour. Du jour au lendemain, faute de nouvelles de l'administration, des **personnes en situation parfaitement régulière**, insérées professionnellement et socialement, **basculent en situation irrégulière** entre deux titres de séjour et perdent leurs droits.

<https://www.lacimade.org/lettre-ouverte-alerte-sur-les-ruptures-de-droit-du-fait-des-delais-de-traitement-en-prefecture-du-nord/>

## PARIS

Depuis sept ans, l'association **Les Midis du Mie distribuait des déjeuners quatre fois par semaine** (du jeudi au dimanche) au jardin Palikao, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Mais le 11 septembre 2023, l'association a annoncé dans un communiqué sa décision de **ne pas reprendre ces distributions** après une interruption estivale. *"L'ampleur du nombre de jeunes venant sur notre point de distribution a dépassé toutes les possibilités d'une petite association comme la nôtre construite sur l'aide d'urgence à apporter aux mineurs isolés le temps de leur recours de reconnaissance de minorité". "Depuis notre création, on n'avait jamais suspendu les distributions l'été, selon la fondatrice des Midis du Mie. Mais, fin juin, on est arrivés à 450 repas distribués par jour [contre une moyenne de 200 repas en temps normal]. On a suspendu les distributions début juillet en se disant 'on suspend et on voit ce qu'il se passe à la rentrée. Il y aura sans doute eu des mises à l'abri d'ici-là'".* Mais aucune mise à l'abri n'a eu lieu et la bénévoles estime aujourd'hui à environ **1 000 le nombre de jeunes isolés sans hébergement à Paris et en banlieue** qui auraient besoin de distributions de repas. Un nombre impossible à gérer pour une petite association. *"On a été au-delà de toutes nos possibilités".* D'autant plus que les distributions de nourriture, à la base de l'existence des Midis du Mie, ont vite été complétées par d'autres services rendus aux jeunes étrangers. *"Les jeunes venaient au jardin demander de l'aide pour tout : les papiers, des paires de baskets, des recharges de téléphone..."*. L'association a également, à de nombreuses reprises, hébergé des dizaines de ces jeunes à l'hôtel ou bien dans des lieux loués par l'association. *"Tout l'été, des assistantes sociales ou des centres sociaux mandatés par l'État ont continué à m'appeler pour me dire 'on vous envoie des jeunes au jardin Palikao'. Mais cet engrenage n'est pas le bon. On ne peut pas être la roue de secours d'associations mandatées par l'État ou des services de l'État"*. Pour tenter de faire face au nombre croissant de mineurs non-accompagnés sans hébergement, on a frappé à de nombreuses portes sans jamais recevoir d'aide. *"On a été reçu à la préfecture de région [...] À la mairie du 20<sup>e</sup>, j'ai assisté à des réunions, j'ai envoyé des mails et on ne m'a plus jamais répondu malgré des relances [...] J'ai toujours mis le maire du 20<sup>e</sup> en copie de mes mails mais je n'ai jamais eu un échange avec lui"*. La mairie du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris affirme n'avoir retrouvé aucune trace de demande d'aide matérielle de la part de l'association. Selon la mairie, seul un projet de déplacement des distributions vers le métro Couronnes aurait été évoqué.

En avril dernier, des centaines de mineurs non-accompagnés en attente d'un recours de justice sur leur minorité ont été hébergés par des associations dans une école désaffectée du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Les jeunes étaient 200 au premier jour de l'occupation de l'école, mais ont été rejoints par des centaines d'autres au fil des semaines. Ils ont fini par quitter les lieux au début de l'été. *"La situation était devenue ingérable"*, pour le co-fondateur de l'association Utopia 56. *"Il faut comprendre que 700 jeunes vivant dans une promiscuité incroyable et dans un lieu précaire surpeuplé, cela peut créer des tensions et provoquer des drames. On a atteint nos limites"*. Sans solution d'hébergement, la plupart de ces jeunes se sont retrouvés à la rue. Dans un communiqué, Médecins sans frontières (MSF) avait alors dénoncé *"l'inertie"* du gouvernement. *"Les associations ne peuvent pas compenser l'inaction des autorités, qui, au lieu d'assurer la protection de tous les enfants, organisent le naufrage de l'accueil des mineurs étrangers"*. En juin 2023, le Comité des

droits de l'enfant de l'ONU avait appelé la France à prendre des "*mesures urgentes*" concernant la maltraitance et la négligence des enfants migrants. Pour tenter de venir en aide à ces mineurs non-accompagnés en attente de recours, Les Midis du Mie indiquent vouloir rester actifs dans d'autres domaines que les distributions de repas. "*On va reprendre notre partenariat avec le centre social de Belleville pour faire un vestiaire une fois par semaine. Et on va utiliser le peu de fonds qu'il nous reste pour faire des mises à l'abri d'urgence à l'hôtel*".

## LA ROYA

**Cédric Herrou va ouvrir prochainement un centre d'hébergement d'urgence d'une trentaine de places chez lui, dans la vallée de la Roya.** Le fondateur de la communauté Emmaüs Roya explique sa décision par l'absence de structures prévue pour les migrants de passage dans cette région française frontalière de l'Italie. Cédric Herrou se souvient du soir où il a entendu aux informations les premières réactions politiques à la suite des arrivées de migrants sur l'île italienne de Lampedusa, dans la semaine du 11 septembre. "J'étais tout seul, ma compagne était sortie et je me suis dit qu'il fallait faire quelque chose", se souvient-il. Dans sa maison perchée dans les hauteurs de Breil-Sur-Roya, à la frontière franco-italienne, le militant se doute de l'arrivée prochaine de ces milliers d'exilés vers chez lui. Souvent, les migrants qui arrivent à Lampedusa, et qui sont transférés sur le continent, continuent leur chemin en remontant l'Italie pour aller vers la France et l'Allemagne notamment. Certains passent par Vintimille pour rejoindre Menton, d'autres traversent plus au nord les Alpes et atterrissent dans la région de la Roya, où vit Cédric Herrou. L'agriculteur décide cette semaine-là **d'ouvrir de nouveau sa porte aux migrants.** "*On va reprendre comme on faisait en 2016/2017*", explique-t-il. À l'époque, les arrivées de migrants en Europe étaient bien plus importantes qu'aujourd'hui. De l'autre côté de la frontière italienne, tous les migrants ou presque ont entendu parler de ce Français qui accueille les exilés épuisés par la route. À Breil-Sur-Roya, la maison ne désemplissait pas. Son **futur centre d'hébergement d'urgence sera "structuré par Emmaüs Roya"** (l'association qu'il a créée) et les personnes seront logées dans les cabanes en bois déjà présentes sur la propriété, détaille Cédric Herrou. Une trentaine de personnes pourront être accueillies en tout dans les semaines à venir. "*On ne prend aucun plaisir à mettre des tentes dans nos jardins mais il y a une nécessité de le faire. Il y a une prise de conscience. Le discours politique actuel inquiète. En fait, beaucoup de gens se mobilisent grâce au discours de Gérald Darmanin*", ajoute le militant. La semaine dernière, le ministre français de l'Intérieur a martelé **qu'en aucun cas un camp de migrants ne serait créé à Menton**, à la frontière italienne. "*Il y a 500 policiers et gendarmes à la frontière italienne. On a décidé de renforcer la frontière. Il y a 200 effectifs supplémentaires, pour leur permettre de travailler, de faire les contrôles et de renvoyer*" les migrants. Pour Cédric Herrou, au contraire, **il y a urgence à ouvrir un lieu d'accueil** sur cette route migratoire. "*Il n'y a pas de centre d'urgence dans la vallée. Il n'y a que des habitants et des associations. Donc on va agir à la place de l'État*", affirme le militant. Celui qui a réussi à faire consacrer par le Conseil constitutionnel le principe de fraternité dans l'aide aux migrants en 2018 assure que les habitants de la vallée sont très nombreux à "*mal vivre*" les refoulements à la frontière et le non-accueil des exilés. "*Ce que l'on voit dans la vallée de la Roya, ce sont beaucoup de migrants à la rue et des habitants qui veulent les aider. Ça dépasse les clivages politiques qu'on entend à la télévision*". Pour le moment, Cédric Herrou dit bénéficier de l'aide de la Fondation Emmaüs pour lancer le projet. D'autres associations devraient également apporter une aide matérielle. "*On a la chance d'avoir pas mal de gens qui nous soutiennent financièrement. Mais, si besoin, on fera des appels aux dons matériels*", ajoute le militant. "*En revanche, nous avons dit à nos amis italiens que nous étions prêts à les aider pour reconduire des personnes dans les pays avec qui nous avons de bonnes relations diplomatiques*", a déclaré le ministre de l'intérieur, citant la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

## LIMOGES

**La parole du pape** a résonné jusque dans les murs de la basilique Saint-Michel-des-Lions à Limoges. Dans son homélie du dimanche, le diacre Pascal Rouffignac a repris les mots du pape François prononcés ce samedi au Pharo. "*Soyez un port accueillant pour embrasser ceux qui*

cherchent un avenir meilleur". « Ne nous habituons pas à considérer **les naufrages** comme des faits divers et les morts en mer comme des numéros: non, **ce sont des noms et des prénoms, ce sont des visages et des histoires, ce sont des vies brisées et des rêves anéantis.** » Ceci en accord avec le message biblique selon Pascal Rouffignac : "Le pape dit ce que dit l'Évangile : l'étranger est d'abord un frère à aimer." Pour des paroissiens en sortie de messe, le pape est dans son rôle : "L'Église ne peut pas dire autre chose que cela. Je pense que tous les Papes auraient dit à peu près la même chose, mais lui a une sensibilité particulière, car étant un homme venu du peuple, il comprend ces gens-là." "Bien sûr qu'il faut soit accueillir, soit secourir, mais en tout cas ne pas laisser ces personnes dans la détresse". "Est-ce qu'on a possibilité de secourir tout le monde ? Je me pose la question. On ne peut pas laisser tous ces gens dans la misère, mais je pense que le mieux serait de les aider dans leur propre pays." Hors caméra, d'autres fidèles font part de leur désaccord total avec le discours du pape. Mais pour le diacre : « Je comprends qu'il puisse y avoir quelques réticences, mais il faut aussi que les cœurs s'ouvrent. Qu'on se rende compte que ceux qui disent que l'on va être envahi par l'Afrique sèment des peurs. **Si on est chrétien, on n'a pas à avoir peur, on a à accueillir l'autre.** » Un accueil qui a toujours fait partie des missions de l'Église catholique, qui célèbre ce dimanche 24 septembre sa **109<sup>e</sup> journée mondiale du migrant et du réfugié.**

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/haute-vienne/limoges/discours-du-pape-sur-l-immigration-ce-ne-sont-pas-des-migrants-ce-sont-des-etres-humains-les-reactions-a-limoges-2845007.html>

## LORIENT

Mercredi 27 septembre 2023, le dispositif asile de la Sauvegarde 56 organisait, avec l'aide de plusieurs partenaires, un **forum des associations locales à destination des exilés**. Un temps festif pour créer du lien et préparer l'avenir. Atelier chant, séances de rugby flag, fitness ou dessin, les exilés accompagnés par le dispositif asile de la Sauvegarde 56 partagent un temps convivial et découvrent les activités proposées dans le pays de Lorient. Les médiathèques de Lorient et d'Hennebont, le Centre de langue et d'action sociale (Cleas) de Lorient et Optim'ism, association engagée dans la transition écologique, étaient notamment présents. Cela leur permet de dépasser la barrière de la langue, d'identifier les associations ressources et de créer du lien, indique une éducatrice au sein de la Sauvegarde 56. La structure accueille des adultes et des familles envoyés par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) qui ont adressé une demande d'asile, ainsi que des mineurs non-accompagnés. « La démarche peut prendre quelques mois à quelques années. La durée de notre accompagnement en dépend. Et les refus sont réguliers. » « Ils veulent s'investir. Nous avons beaucoup de demandes pour faire du bénévolat. Les activités sportives, notamment, rencontrent du succès. » « À terme, certains pourraient s'engager dans une association. Pour eux, c'est l'occasion de valoriser des compétences qui ne sont pas reconnues par les diplômés. Nous mesurerons ensuite les retombées de cette première édition ».

## LYON

Depuis le 21 septembre, ce sont désormais **trois familles qui se retrouvent hébergées à l'école Gilbert Dru** dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon, sans aucune autre solution de logement. 18 personnes sont actuellement logées là-bas, dont 13 enfants. Parmi eux se trouvent un bébé et deux enfants de moins de quatre ans. Alertés très rapidement de la situation, la préfecture du Rhône n'aurait apporté aucune réponse, pas plus que à l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII). Les collectifs Solidru et Parents jugent par ailleurs "incompréhensible" leur silence. "Devons-nous comprendre que vous trouvez "normal" que la solidarité de quelques-uns pallie la défaillance des pouvoirs publics pour un devoir aussi élémentaire que le respect des Droits de l'Enfant ? Devons-nous comprendre que vous espérez que la situation "tiendra" jusqu'à des jours de moins forte tension sur l'hébergement, sur l'hôtellerie ?" Donc pour le moment, aucune solution concrète ne semble envisagée ou envisageable. "Nous ne pouvons nous résigner à le croire et continuons à espérer que vous assumerez votre devoir, et ce, dans les toutes prochaines heures, la situation ne peut plus durer. Notre solidarité ne saurait vous exonérer de vos responsabilités", déplorent enfin les collectifs. Sans

une prise en charge rapide et avec des "fonds de solidarité qui s'épuisent progressivement", les trois familles pourraient bientôt se retrouver à la rue.

## MARSEILLE

Une **soixantaine de jeunes exilés, à la rue**, certains depuis plus d'un mois et qui s'étaient réfugiés hier soir dans une église du centre-ville en invoquant la protection du pape, vont finalement être **pris en charge dès cet après-midi par le département**. Miracle, parce que ces jeunes, épaulés par des bénévoles, avaient jusque-là tout tenté pour alerter les autorités et opinion publique sur leur non-prise en charge, comme le prévoit pourtant la loi. Après avoir manifesté devant l'Addap 13, l'association mandatée par les Bouches-du-Rhône légalement en charge de leur mise à l'abri et de l'évaluation de leur minorité, puis devant l'hôtel du département, ils avaient fini par installer un campement de fortune devant un lycée du centre-ville. En vain. «Quand on était devant le département, personne n'est même sorti pour nous demander notre histoire», explique Djibril (1), 16 ans, originaire de Guinée et à Marseille depuis début septembre. «A leur initiative», précise l'une des bénévoles qui les accompagnent depuis semaines, les jeunes exilés ont décidé de s'en remettre à l'Eglise, se présentant jeudi soir à la porte de celle de Notre-Dame-du-Mont. Là, Djibril a lu une lettre adressée au pape, qui doit justement rappeler lors de son passage à Marseille son message de solidarité envers les migrants. «Nous sommes de jeunes migrants mineurs désespérés, lui a-t-il écrit. Nous sommes dans votre maison parce qu'on n'a pas où dormir et ici on est en sécurité. La maison de Dieu est prête à accueillir tout le monde. On a besoin de votre aide pour nous soutenir.» Le prêtre, avec le soutien du diocèse, a accepté de les accueillir pour la nuit. «On a tout essayé, mais il n'y avait aucune solution, poursuit Arsène (1), 17 ans, venu du Cameroun, qui a passé plusieurs nuits dans la gare Saint-Charles depuis son arrivée mi-août avant de rejoindre le campement. Alors on a décidé de se remettre entre les mains du Christ.» Et finalement, ce vendredi matin, alors que les derniers matelas, installés la veille à côté des bancs des fidèles, étaient repliés, les bénévoles apprenaient la nouvelle de leur prise en charge. Ce que le département confirmait dans la foulée, via un communiqué annonçant l'ouverture d'un «nouveau centre d'évaluation et de mise à l'abri» d'une centaine de places, avec quinze travailleurs sociaux mobilisés. Plusieurs fois condamnée devant le tribunal administratif pour ses défaillances en la matière, l'institution invoquait pourtant, jusque-là, des «dispositifs d'accueil saturés» du fait, répète-t-elle dans son communiqué, d'«une augmentation continue du nombre d'arrivées de personnes se déclarant mineures». La très médiatisée visite du pape et l'initiative des jeunes a au moins permis de trouver des solutions en un temps record et, pour la soixantaine de jeunes hébergés dans l'église, d'interrompre leur errance. «Ça fait quatre semaines qu'on alerte sur leur situation et qu'on n'avait aucune proposition, une absence totale de communication. Faut-il se réjouir d'en passer par là pour mettre ces jeunes à l'abri ?» déplore Julien Moisan, du Secours catholique de Marseille, également présent ce vendredi à l'église parmi les bénévoles. Lui s'inquiète déjà pour la suite : «La visite du pape met en lumière ces valeurs d'hospitalité. Mais qu'en sera-t-il, une fois la séquence médiatique retombée ?»

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20230922-libe-ration-miracle-a-marseille-...-a-quelques-heures-de-la-visite-du-pape-des-jeunes-exile-s-mis-a-l-abri-dans-un-nouveau-cmae-de-100-places-copie.pdf>

## PARIS

**Environ 200 jeunes isolés** originaires d'Afrique de l'Ouest, en attente de reconnaissance de leur minorité, **passent leur nuit au parc de Belleville**, dans le nord de Paris. La plupart ont vécu plusieurs semaines dans l'école désaffectée du 16e arrondissement. Mais lors de sa fermeture en juin, ces mineurs se sont retrouvés une nouvelle fois à la rue. La nuit, personne ne les déloge, mais le matin, la police les réveille vers 6h et leur demande de plier bagage et de nettoyer la zone. Les mêmes gestes se répètent quotidiennement : ranger les tentes, les bâches et les couvertures, et les cacher dans les buissons. Leur camp n'a cessé de grossir depuis les premières arrivées en juin, après la fermeture de l'école. Les arrivées continuent bien après la fermeture du parc. Les jeunes passent par un barreau cassé au niveau de l'entrée principale, près du belvédère qui surplombe Paris. La mairie tente de gérer

ces personnes à la rue, avec ses propres moyens. *"Ce n'est pas qu'on tolère leur situation, c'est surtout qu'on essaye de faire en sorte que les choses se passent au mieux pour ces jeunes en attendant que l'État ne réagisse"*. La mairie aussi dit ne recevoir aucune aide de la part des autorités. "Les courriers envoyés à la préfecture sont restés lettre morte", signale Antoine Alibert. "Notre doctrine est claire : nous n'évacuerons pas sans mise à l'abri organisée par l'État. En attendant, on fait comme on peut". Ordre a été donné par les services de la mairie du 20e de ne pas harceler ces jeunes et de les laisser dormir dans le parc. Ces derniers mois, pourtant, les campements de ce type sont rapidement démantelés par les autorités. Les exilés redoutent une chose : le froid et la pluie. *"On va faire comment cet hiver quand les températures baisseront ?"*. "Quand il pleut, c'est déjà la galère. On s'abrite sous des arbres ou sous les endroits couverts du parc. Mais le froid, c'est pire, on ne peut rien faire pour se réchauffer".

## PAU

Mercredi 27 septembre 2023, la cour d'assises de Pau a **condamné un soudanais à la réclusion criminelle à perpétuité**, la prison à vie. Il est également interdit de territoire français, à vie. Il a ainsi été reconnu coupable de la mort du chef du pôle asile du Cada (centre d'accueil pour demandeurs d'asile), le 19 février 2021, poignardé, d'une quinzaine de coups de couteau.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/pyrenees-atlantiques/pau/assassinat-d-un-responsable-de-centre-d-accueil-pour-demandeurs-d-asile-la-perpetuite-requise-contre-sherif-h-s-2846771.html>

## SAINT-BREVIN-LES-PINS

Samedi 23 septembre 2023, plusieurs associations avaient organisé un colloque intitulé **"Accueillir les exilé-es. Pourquoi ? Comment?"**. Le CADA qui doit déménager vers d'autres locaux sur la même commune, avait suscité plusieurs manifestations menées par pro et anti CADA au cours des dernières années. La préfecture de Loire-Atlantique avait déployé des forces de l'ordre pour éviter toute violence et notamment une **manifestation voulue par l'extrême droite contre le colloque** qui se déroulait dans la salle Étoile de jade. Manifestation qui avait été interdite par arrêté municipal. Une soixantaine de militants anti CADA s'étaient rassemblés et **six d'entre eux ont été interpellés**. Selon le parquet de Saint-Nazaire, ces six personnes seront **jugées le 5 mars 2024**, notamment pour *"port d'arme par destination"* et *"participation à un groupement armé en vue de la préparation d'un ou plusieurs faits contre des personnes ou de dégradation de bien"*. Cinq qui sont domiciliés hors de la Loire-Atlantique, ont, en outre, écopé d'une interdiction de paraître dans le département. Le sixième d'une interdiction de paraître à Saint-Brevin-les-Pins.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/saint-nazaire/apres-le-colloque-sur-les-migrations-a-saint-brevin-les-pins-six-militants-d-extreme-droite-seront-juges-en-mars-2024-2845676.html>

## SANGATTE BLEROT-PLAGE

Mardi 26 septembre 2023, vers 5h du matin, le **corps d'une migrante a été retrouvé sur une plage du Pas-de-Calais**. *"Les sapeurs-pompiers sont intervenus ce matin"* à Blériot-Plage *"pour porter secours à une jeune femme en arrêt cardio-respiratoire"*, a indiqué la préfecture du Pas-de-Calais. *"Malgré leur intervention, elle a été déclarée décédée"*. *"A cette heure, les circonstances exactes du décès ne sont pas établies"* et une enquête a été ouverte par le parquet de Boulogne-sur-Mer pour *"recherche des causes de la mort"*. Selon les premiers éléments, la victime serait *"une ressortissante érythréenne née en 1999"*. La police judiciaire s'est rendue sur place pour déterminer l'origine du décès, qui pourrait être dû à une noyade ou un malaise. *"l'autopsie permet d'exclure un décès par noyade. Les investigations se poursuivent au travers d'autres analyses"*

Cette nuit-là, la préfecture maritime a recensé cinq tentatives de traversée en direction des côtes britanniques. *"Il y avait une grosse fenêtre météo pour les traversées cette nuit, ce qui a généré beaucoup de tensions et de bagarres"* sur le littoral : l'association Utopia 56 a reçu *"beaucoup d'appels"* d'urgence sur sa ligne téléphonique dans la nuit. Dans une vidéo transmise à Utopia 56, une femme brune en jeans et baskets, sans doute la victime, est étendue inanimée au bord de l'eau,



dans la nuit, entourée de plusieurs personnes dont l'une au moins porte un gilet de sauvetage. La vidéo a été reçue initialement vers 5h30 mardi par l'association, qui gère un numéro d'urgence dédié aux migrants dans le nord de la France. *"Nos équipes n'en peuvent plus d'être témoins de tant de violence. Les morts s'enchaînent et rien n'est fait pour réellement y mettre fin". "Ce que nous voyons quotidiennement, c'est de la violence, de la souffrance et des morts"*.

Après la découverte du corps, une enquête pour *"recherches des causes de la mort"* a été ouverte et confiée à la Police aux frontières et au commissariat de Calais. Une demande d'entraide aux autorités britannique a été faite. Un homme a été arrêté à Douvres, au sud-est de l'Angleterre, par la police britannique. Il a été placé en garde à vue pour entrée illégale sur le sol britannique et aide à l'immigration illégale. Il est soupçonné d'avoir conduit un bateau qui a atteint les côtes britanniques mardi.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/un-suspect-arrete-au-royaume-uni-apres-la-mort-d-une-migrante-decouverte-sur-la-plage-de-sangatte-3615266>

## FRONTIERES DES ALPES

**Deux cents gendarmes et policiers supplémentaires vont être déployés aux points frontaliers entre la France et l'Italie**, a annoncé le ministère de l'Intérieur mardi 19 septembre 2023, anticipant une hausse des arrivées depuis Lampedusa. Ce nouveau déploiement fait basculer les effectifs de 500 à 700 agents. Ces derniers seront répartis aux différents points de passage entre la France et l'Italie, tandis que les postes-frontières situés à Menton et Montgenèvre vont être agrandis temporairement pour gérer les interceptions. La Direction générale de la Sécurité intérieure est également appelée en renfort, avec des agents déjà habitués à travailler pour l'agence européenne de garde-frontières Frontex. Leur rôle affiché : s'assurer de l'absence de profils liés à des groupes terroristes dans les passages. Le 14 septembre 2023, en l'espace de 48 heures, plus de 7 000 migrants ont débarqué sur l'île de Lampedusa, petit bout de terre italienne, en Méditerranée. Depuis le début de l'année, près de 126 000 sont arrivés en Italie, soit deux fois plus qu'en 2022. Mais les arrivées de ces dernières semaines ne sont pas pour autant *"exceptionnelles"*, nuance la chargée de plaidoyer pour MSF Italie, *"elles atteignent un niveau d'avant-covid"*. Sur le terrain, les associations observent donc avec recul cette séquence politique. *"On attend de voir dans les prochains jours"*, indiquent plusieurs associations, qui disent ne pas ressentir encore les effets directs de la situation à Lampedusa sur le nombre d'arrivées. À Vintimille, les arrivées se font très majoritairement depuis Lampedusa, pour des personnes parties de Tunisie. Les exilés rallient cette zone de passage *"en deux ou trois jours"* depuis Lampedusa, en prenant des trains via Milan essentiellement, mais aussi via Naples, Turin ou Rome, en fonction de leurs contacts déjà établis en Europe. Pour autant, le nombre d'arrivées à Vintimille ne connaît pour l'heure pas de changements majeurs. *"On voit entre 100 et 200 personnes qui arrivent chaque jour"*, précise le responsable de Caritas à Vintimille. C'est davantage en août qu'en septembre, mais ces chiffres varient : *"Lundi par exemple, on était plutôt sur 80 personnes"*. Idem pour les annonces autour du renforcement des contrôles frontaliers : pour l'heure, pas de changement majeur par rapport au climat habituel. *"Hier, nous avons vu un hélicoptère, des militaires sur les sentiers de montagne"*. *"Reste à voir combien de temps ce dispositif sera maintenu"*. Car ce type d'annonces est loin d'être rare, bien au contraire. En visite à Menton le 12 septembre 2023, le ministre de l'Intérieur avait déjà annoncé le renforcement des effectifs dans les Alpes, pour passer à 200 agents au total, via un doublement des unités de forces mobiles de deux à quatre agents chacune. Le nombre de militaires chargés de faire des reconnaissances en montagne dans le cadre de l'opération Sentinelle doit également passer de 60 à 120. Une "border force" française avait été lancée en juin, regroupant sous le même commandement, celui du préfet, la police aux frontières, la force Sentinelle et les douanes. Le déploiement de drones autour de Menton et Vintimille avait également été annoncé.

Fin avril, encore, la Première ministre Élisabeth Borne avait promis l'envoi de 150 gendarmes et policiers supplémentaires sur les différentes zones frontalières franco-italiennes. Plus loin encore, en novembre 2022, des contrôles renforcés aux points de passage avaient été annoncés, pendant la séquence autour du débarquement de l'Ocean Viking. Les refoulements de la police aux frontières française se poursuivent à un rythme soutenu. Entre 50 et 80 refoulements par jour durant la période hivernale ; et depuis avril-mai, autour de 100 à 120 refoulements par jour, comptabilise MSF. Cela s'explique du fait d'une période estivale plus propice aux passages : "Les refoulements augmentent avec les arrivées". Reste qu'avec les renforcements successifs des effectifs policiers, les contrôles de la PAF "*sont systématiques*" dans le train allant de Vintimille à Menton. Pas de quoi décourager les personnes de retenter le passage : certaines se font refouler vers Vintimille "*sept ou huit fois*" avant d'y parvenir. La conséquence bien réelle est que "**les personnes cherchent des alternatives**" au passage en train, entre autres : "*Payer quelqu'un pour passer en voiture ; ou bien marcher à pied le long de l'autoroute, ou de la voie ferrée, ce qui est très dangereux*".

Le 21 septembre 2023, la cour de justice européenne de l'Union Européenne ([CJUE](#)) est allée dans le sens de ce que les associations humanitaires réclament depuis des années : la fin du refoulement systématique d'un ressortissant étranger entré irrégulièrement sur le territoire français. Elle s'est prononcée **contre le refus systématique d'entrer sur son territoire**. L'arrêt rendu est le fait d'une saisine du Conseil d'État, lui-même saisi de ce dossier par les associations, notamment la LDH, la Cimade ou encore l'ADDE. Il faut dire que, depuis 2015, la France a rétabli les contrôles à ses frontières. Dans son choix, la France ne suivrait donc pas la directive dite de "retour" qui prévoit **qu'un migrant aspirant à venir sur notre territoire aurait un délai pour quitter le territoire**. Pour l'avocate au barreau de Nice et membre de l'association Roya Citoyenne, la décision rendue par la justice européenne est importante : "*nous, on pense que c'est une bonne nouvelle, la fin d'une certaine forme de stigmatisation, la France doit s'adapter et prendre les mesures, on va être vigilants.*" Elle précise par ailleurs que l'arrêt rendu est exigible à la fois aux frontières extérieures à l'union européenne et intérieures, donc en l'espèce ici entre l'Italie et la France. Concernant la directive retour, créée en 2008, celle-ci stipule qu'"*on ne peut pas systématiquement opérer un refus d'entrer à tous ceux qui le souhaitent, il devrait y avoir un délai durant lequel chaque cas soit examiné.*" Face à cela, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a réaffirmé samedi 23 septembre 2023 qu'il était nécessaire de continuer les contrôles tels qu'ils se font actuellement "*au vu du contexte terroriste et migratoire*". "*Il est primordial que les services du ministère de l'intérieur, dans le contexte terroriste et migratoire que nous connaissons, puissent avoir les moyens de protéger les frontières. Le ministre y veille tout particulièrement*". Dans les faits, cette décision de justice n'a pas été suivie d'effets. Interrogée à ce propos la directrice de la PAF précisait : "*on a été informé de cette décision. L'État réalise actuellement une analyse. Nous, on est dans l'opérationnel, on devrait avoir des consignes plus tard*". Pendant ce temps, les contrôles sont renforcés au niveau des frontières terrestres avec de nombreuses forces de police et de gendarmerie. Ce que confirmait vendredi 22 septembre 2023 la directrice départementale de la police aux frontières (PAF) : "*il y a un gros dispositif mis en place, notamment le recours à quatre forces mobiles*". Une présence qui aboutit à de nombreuses interpellations : 32.000 depuis le début de l'année, 1.400 pour la seule semaine écoulée. Des refoulements régulièrement dénoncés par les associations humanitaires.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/alpes-maritimes/menton/migrants-la-justice-europeenne-declare-illegale-le-refus-systematique-d-entree-sur-le-territoire-francais-2846558.html>

## MANCHE

**Dix-neuf personnes ont été secourues** à la suite d'une opération de sauvetage et d'assistance au large de la baie d'Authie, dans la Somme. Cette opération a eu lieu dans la nuit du

mardi 26 au mercredi 27 septembre 2023. Le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage a été informé "qu'une embarcation de migrants a pris la mer dans la baie d'Authie". Au même moment, une patrouille de gendarmerie terrestre a signalé que cette même embarcation s'était **échouée et déchirée sur des rochers** peu après sa sortie de la baie, dans le secteur de Berck-sur-Mer. Pour venir en aide aux naufragés qui se sont réfugiés "dans différents secteurs sur des rochers émergés", le CROSS a engagé "l'aéroglysseur Maxime Touchais de la station SNSM de Berck-sur-Mer" et "un véhicule de secours et d'assistance aux victimes du service départemental d'incendie et de secours". L'équipage de l'aéroglysseur a récupéré huit personnes à son bord puis l'embarcation déchirée. Les onze autres personnes ont été **récupérées et prises en charge** par les secours terrestres. "L'état de santé de trois d'entre elles, présentant des signes d'hypothermie, a nécessité une assistance médicale par le VSAV" (véhicule de secours et d'assistance aux victimes), précise la préfecture.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/somme/19-migrants-secourus-au-large-de-la-baie-d-authie-en-essayant-de-traverser-la-manche-3-d-entre-eux-en-etat-d-hypothermie-2847185.html>

## MÉDITERRANÉE

### SOS MEDITERRANEE

Depuis plus de 40 ans, **Right Livelihood honore et soutient les personnes courageuses qui œuvrent à résoudre certains défis mondiaux**. Chaque année, Right Livelihood met en lumière les acteurs du changement en leur décernant un prix. À ce jour, 194 lauréats de 76 pays ont reçu cette distinction. En reconnaissant les actions de ces visionnaires et en établissant des connexions significatives dans le monde entier, Right Livelihood encourage les changements sociétaux urgents et à long terme.

le 28 septembre 2023, a eu lieu la **remise du Right Livelihood Award à l'association SOS MEDITERRANEE**, pour avoir porté assistance à plus de plus de 38'500 personnes, en Méditerranée centrale. En 2023, la Méditerranée a connu le nombre le plus élevé de décès depuis 2017. Un constat dramatique pour une crise humanitaire qui perdure. « *Il y a déjà plus de 2000 décès enregistrés en 2023, uniquement dans la région de la Méditerranée centrale.* » déclare Caroline Abu Sa'da, Directrice générale de SOS MEDITERRANEE Suisse. « *Pour nous, il est donc extrêmement important que le Right Livelihood Award mette en lumière la situation de ces milliers de personnes qui tentent de traverser la Méditerranée, au péril de leur vie.* » L'organisation humanitaire et maritime est honorée de figurer parmi les lauréats du Right Livelihood Award 2023. Depuis plus de 40 ans, ce prix récompense et soutient des individus et des organisations qui œuvrent, sans relâche, pour résoudre les plus grands défis mondiaux. SOS MEDITERRANEE rejoint ainsi la liste prestigieuse où figurent notamment la défenseuse ukrainienne des droits de l'homme, Oleksandra Matviichuk et le médecin congolais Dr. Denis Mukwege. Le Right Livelihood Award apporte une précieuse visibilité sur la situation dramatique en mer, ainsi que sur les nouvelles contraintes pesant sur l'association, telles que l'augmentation considérable du prix du fuel ou l'attribution de ports de débarquement très lointains, après les sauvetages. SOS MEDITERRANEE tient à remercier chaleureusement tous ses bénévoles, donateurs, partenaires et soutiens qui rendent sa mission possible. "Cette récompense est le fruit d'un travail collectif et de l'engagement de nombreuses personnes dévouées au sauvetage en mer." conclut Caroline Abu Sa'Da.

<https://sosmediterranee.fr/communiqués-et-declarations/cp-lassociation-de-sauvetage-en-mer-sos-mediterranee-remporte-le-right-livelihood-award-2023/>

### UNICEF

« *La mer Méditerranée est devenue un cimetière pour les enfants et leur avenir* », déplore la directrice régionale de l'Unicef pour l'Europe et l'Asie centrale. Il s'agit pour elle du « *résultat de choix politiques et d'un système migratoire défaillant* ». Pour endiguer cette situation dramatique, l'organisation appelle à offrir « *des voies d'accès plus sûres et légales aux demandeurs* »

d'asile ». Mais aussi à « veiller à ce que les enfants ne soient pas détenus dans des centres fermés », à « mieux protéger les enfants migrants, à coordonner les opérations de recherche et de sauvetage et à assurer les débarquements dans des lieux sûrs. »

<https://www.leparisien.fr/societe/migrants-trois-fois-plus-de-morts-en-mediterranee-cet-ete-alerte-lunicef-29-09-2023-TMM76AI7SBECNCQ7BEARQHRPOI.php>

## UNION EUROPÉENNE

### **L'IMMIGRATION CLANDESTINE, UN PROBLEME SANS SOLUTION APPARENTE**

De nouvelles mesures pour endiguer l'arrivée illégale de migrants sur les côtes italiennes: le **gouvernement italien veut créer davantage de centres de rétention** et augmenter la durée de rétention pour les personnes déboutées. La Commission européenne propose, pour soulager l'Italie, d'aider les transferts de migrants vers d'autres pays européens et augmenter les retours dans les pays d'origine. Une fois de plus, les Européens choisissent la fermeté et une fois de plus, ils courent le risque d'un nouvel échec selon une juriste de l'Institut de recherche et de développement. **«L'échec est démontré depuis maintenant plus d'une trentaine d'années. Les Européens cherchent depuis lors à toujours plus fermer les frontières»** en investissant des ressources humaines, techniques et matérielles de plus en plus conséquentes et onéreuses, tout en impliquant les pays riverains d'Afrique du Nord dans cette lutte, constate la juriste. Or, les arrivées collectives irrégulières ne cessent de croître et les trafics se développent. Le coût des contrôles et le coût humain, en termes de victimes en mer, augmentent eux aussi, sans compter l'insécurité qui elle aussi, ne diminue pas. Les **seuls bénéficiaires seuls bénéficiaires** sont en fait **les trafiquants** d'êtres humains qui exploitent dans leur propre intérêt le désir d'émigrer, et **certains partis politiques** qui capitalisent sur ce problème à des fins électorales. Or, ce sont les Européens eux-mêmes qui y ont contribué par leur politique migratoire restrictives ces trente dernières années. Jusque dans les années 1980, un visa n'était pas nécessaire pour entrer dans la plupart des pays européens. Peu à peu, **un visa** a été réclamé à travers tout le continent, contribuant à réduire les canaux légaux d'immigration et par ricochet, à **augmenter les entrées illégales**. La **suppression des visas** serait-elle pour autant la solution **pour mettre un terme aux arrivées illégales** sur les côtes méridionales de l'Europe? Cette piste n'est pas à exclure et est même **préconisée par la Commission européenne**. La délivrance de visas humanitaires pourraient être un premier pas selon la juriste de l'IRD. Elle reconnaît toutefois que *«si on supprime les visas, il y aura sûrement une arrivée importante au début du fait de tous ces désirs créés. La libre-circulation ne signifie pas l'absence de contrôle mais elle permet davantage de sécurité pour tout le monde, de voyager de manière légale, de venir de manière affichée, de supprimer la clandestinité, et elle implique davantage de circulation. On a beaucoup de personnes qui restent bloquées en Europe parce qu'elles ont peur, si elles quittent l'Europe, de ne jamais pouvoir revenir. On a donc tout à gagner à davantage de circulation mais les gouvernements refusent totalement de mettre la suppression des visas sur la table»*.

<https://www.vaticannews.va/fr/monde/news/2023-09/immigration-clandestine-delphine-perrin-union-europeenne-visas.html>

### **L'EUROPE ET L'ACCUEIL DES MIGRANTS**

Lors de la clôture des "Rencontres méditerranéennes" à Marseille, samedi 23 septembre 2023, le pape François a une nouvelle fois exhorté l'Europe à accueillir **les migrants "qui risquent leur vie en mer"**. Quelques jours après l'afflux d'exilés sur l'île italienne de Lampedusa qui a mis les États européens sous pression, le souverain pontife a demandé que **les migrants ne soient "pas**

page20

considérés comme un **fardeau à porter**". *"Le phénomène migratoire n'est pas tant une urgence momentanée, toujours bonne à susciter **une propagande alarmiste**, mais un fait de notre temps"*, a-t-il affirmé, assurant que ce processus doit être géré *"avec une responsabilité européenne capable de faire face aux difficultés objectives"*. Emmanuel Macron a déclaré dimanche 24 septembre 2023 : *"Le pape a raison d'appeler à ce sursaut contre l'indifférence. Mais l'Europe est le continent qui fait le plus"* dans l'accueil des migrants. Il estime que la France *"ne peut pas accueillir toute la misère du monde"*. Emmanuel Macron simplifie le sujet : *"De qui le président parle-t-il ? Les migrants internationaux sont des [étrangers présents sur le sol de l'UE] avec des situations extrêmement diverses. Il y a des travailleurs étrangers, des réfugiés, des migrants en situation irrégulière."* Si le chef de l'État évoque tous **les étrangers présents sur le sol européen**, alors ses propos sont plutôt vrais. L'Europe est bien le continent qui accueille le plus de personnes, avec 87 millions d'étrangers nés hors de l'Union européenne (en situation régulière ou non), selon les chiffres des Nations unies, devant l'Asie qui en compte 86 millions. Mais pour l'ONU, l'Europe continental comprend la Russie, qui héberge à elle seule... 12 millions de "migrants internationaux" (travailleurs, étudiants, sans-papiers...). *Si la Russie n'est pas incluse, alors non, l'Europe n'est pas le continent qui accueille le plus"*. Emmanuel Macron pense-t-il plutôt aux réfugiés, c'est-à-dire aux **personnes ayant obtenu une protection internationale au sein de l'Union européenne (UE)** ? *"S'il parle des réfugiés, alors c'est complètement faux"*, tranche le co-directeur du centre de recherches Synergies migrations. Le pays **qui héberge le plus de réfugiés sur son sol est la Turquie** avec 3,6 millions de personnes, en 2022, dont une grande majorité de Syriens, indique le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR). Vient ensuite l'Iran avec 3,4 millions - principalement des Afghans. Suivi de la Colombie, avec 2,5 millions de Vénézuéliens. Le premier pays de l'UE dans ce classement n'arrive qu'en 4<sup>e</sup> position : il s'agit de l'Allemagne avec 2,1 millions de réfugiés. Enfin, on retrouve le Pakistan avec 1,7 millions de personnes.

Il convient également de noter que près de 80% des réfugiés dans le monde ont trouvé l'asile dans des pays à *"revenus faibles ou moyens"*, selon les termes des Nations unies. De plus, *"les dynamiques migratoires sont avant tout régionales, y compris en Afrique"*. *"L'immigration en Europe venue d'Afrique subsaharienne est très faible, c'est une goutte d'eau. Les pays limitrophes sont ceux qui accueillent le plus"*. D'après les prévisions du HCR, il y aura 44 millions de personnes déplacées en Afrique subsaharienne en 2023 – contre 38,3 millions à la fin de 2021. Le continent africain accueille les trois quart des nouveaux déplacements internes.

Emmanuel Macron a également assuré que *"nous, Français, nous faisons notre part"*. Comme le signale le président, la France reçoit en moyenne 100 000 demandes d'asile chaque année. En effet, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) a traité un peu plus de 134 000 dossiers de demande d'asile l'an dernier. Mais si on compare avec l'Allemagne, la France fait figure de mauvais élève. En 2022, Berlin a reçu 245 000 demandes – soit près du double. L'Allemagne reste le pays européen accueillant le plus grand nombre de demandeurs d'asile, représentant 30% des dossiers au sein de l'UE, contre 16% pour la France. Mais cette donnée est également à nuancer. Si on analyse les chiffres proportionnellement au nombre d'habitants, alors c'est la petite île de Chypre qui reçoit le plus de demandes d'asile, avec 45 dossiers pour 10 000 habitants. *"La France arrive loin derrière, au huitième rang, avec presque 22 demandes pour 10 000 habitants. C'est très peu"*, pout un chercheur français.

Mais, pour une déléguée du Secours Catholique en Ille-et-Vilaine : *"l'on peut faire encore mieux"*. *"En France, on est quand même que le 20<sup>e</sup> pays européen à accueillir des migrants. Le discours du pape est sur l'accueil du fraternel, il est encore à renforcer. Je pense qu'on doit avoir un accueil digne et fraternel des personnes migrantes qui, contrairement à des idées reçues, ne nous envahissent pas. Ces personnes cherchent tout simplement l'hospitalité et ne doivent pas être considérées comme un fardeau. Ce que demande le Secours catholique, c'est d'avoir un débat serein, un débat posé par rapport à la question des migrants et notamment par le biais d'une convention*

## FRONTEX

"Frontex a déjà accepté de doubler le nombre d'heures de vol de ses avions qui surveillent la mer Méditerranée centrale et a proposé des images satellite supplémentaires des principales zones de départ des migrants en provenance de Tunisie", a annoncé l'agence européenne de surveillance des frontières. Des équipes d'une trentaine de personnes ont aussi été envoyées dans les villes portuaires de Reggio de Calabre et de Messine, où de nombreux migrants ont été transportés. L'objectif est de *"fournir un soutien supplémentaire dans l'enregistrement et l'identification des migrants"*. Frontex envisage également d'envoyer des agents supplémentaires à Lampedusa, d'augmenter le nombre d'heures de patrouille des navires déployés dans la zone et de soutenir les efforts *"visant à lutter contre les groupes criminels impliqués dans le trafic de migrants"*. Ces déclarations interviennent quelques jours après la visite sur l'île, le 17 septembre 2023, aux côtés de la Première ministre italienne, de la présidente de la Commission européenne qui a réaffirmé sa position sur la question migratoire : lutter davantage contre les réseaux de passeurs et augmenter les expulsions des migrants non éligibles à l'asile. Ainsi, l'un des leviers de son plan d'action passe par le renforcement de Frontex. Et l'agence y est favorable. *"Nous collaborons activement avec les autorités italiennes et sommes prêts à renforcer notre soutien. Il ne s'agit pas seulement d'un défi italien mais d'un défi collectif pour l'Europe. Ensemble, nous assumons la responsabilité partagée de protéger les frontières extérieures de l'UE"*, a déclaré le directeur exécutif de Frontex. L'agence européenne opère déjà à la recherche d'embarcations de migrants en Méditerranée en contactant à de nombreuses reprises les garde-côtes libyens pour que les canots n'atteignent pas l'Europe et retournent en Libye, où les violations des droits des exilés sont légion. Enfin, jeudi 21 septembre 2023, la Première ministre italienne a voulu élargir son combat au-delà des États européens. À la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, elle a appelé à lancer *"une guerre sans merci"* contre les passeurs, des *"marchands d'esclaves du troisième millénaire"*, selon elle. *"Je pense qu'il est du devoir de cette organisation de rejeter toute approche hypocrite de cette question et de lancer une guerre sans merci contre les trafiquants d'êtres humains"*, a-t-elle dit, espérant mettre fin aux arrivées massives sur les côtes de son pays.

## ALLEMAGNE

Face à la hausse des demandes d'asile dans le pays, l'Allemagne a annoncé mercredi 27 septembre 2023 le **renforcement de ses contrôles à la frontière avec la Pologne et la République Tchèque** pour lutter contre les arrivées irrégulières de migrants. Ce renforcement prendra la forme de contrôles de police **"flexibles et mobiles dans des lieux changeants"** qui entreront en vigueur **"cette semaine"**, a déclaré la ministre de l'Intérieur. L'objectif est *"d'exercer une pression maximale dans la recherche des passeurs"* et de *"protéger les personnes qui traversent souvent clandestinement les frontières, sans eau et presque sans air"*. La ministre n'a toutefois pas annoncé de contrôles fixes comme le réclament les conservateurs de la CDU, principal parti d'opposition, une mesure exceptionnelle sur le territoire de l'Union européenne dont Bruxelles doit être avisé. *"Mais je n'exclus pas la possibilité que nous le fassions plus tard"*, si les contrôles supplémentaires **"ne fonctionnent pas"**, a-t-elle prévenu. Entre les cris d'alarme des collectivités débordées et les controverses avec l'Italie, l'immigration est redevenue en septembre un sujet brûlant en Allemagne, forçant la coalition gouvernementale de centre-gauche à réagir. L'accueil des réfugiés est aussi revenu au centre des débats avec la forte poussée du parti d'extrême droite allemand AfD, dont les intentions de vote atteignent des records. La police fédérale a recensé environ 71 000 entrées illégales cette année dans le pays, précise le ministère dans un communiqué, soit une augmentation de près de 60 % par rapport à la même période l'an passé. *"Les principaux pays d'origine sont la Syrie, l'Afghanistan, la Turquie et l'Irak"*. Les demandes d'asile ont, quant à elles, augmenté de 77 % par rapport à 2022 (204 000 contre 115 000), selon les statistiques officielles. Jusqu'ici, les seuls points de contrôle fixes pour

entrer en Allemagne se trouvent à la frontière autrichienne, un héritage de la crise migratoire de 2015-2016 lorsque la première économie européenne avait accueilli plus d'un million de réfugiés. Alors que les relations avec Rome se sont récemment tendues autour de la question migratoire, la ministre de l'Intérieur a appelé les pays se situant aux frontières extérieures de l'Europe, dont l'Italie, à "*mieux protéger les frontières*" et à "*y appliquer les procédures*" prévues par Bruxelles. Sans cette bonne coopération, "*alors les frontières ouvertes au sein de l'UE sont en danger*". L'Allemagne n'est pas le seul pays de l'UE à renforcer ses frontières (voir ci-dessous Pologne)

## **BULGARIE**

En Bulgarie, la police, l'administration et même les centres d'accueil pour migrants ne sont pas épargnés par la corruption, omniprésente à tous les échelons du pays.

La Bulgarie, pays des Balkans, est située sur une route importante pour les migrants du Moyen-Orient et d'Asie qui espèrent atteindre d'autres pays européens. **La corruption** joue un rôle important dans plusieurs domaines : **le trafic de migrants, le passage des frontières et l'installation des réfugiés en Bulgarie**. Et le versement de pots-de-vin à la police des frontières pour poursuivre le voyage vers l'Europe occidentale, tout comme le paiement de fonctionnaires pour obtenir plus rapidement un droit d'asile, sont légion. La corruption est endémique en Bulgarie et se retrouve à "*tous les niveaux*" de la société. "*Les chiffres sont stupéfiants, "Nous avons des milliers d'exemples. Nous avons même appris récemment que dans les morgues, des informations sur les personnes décédées étaient échangées [contre de l'argent]."*

Une Afghane, à la recherche de son frère disparu depuis 11 mois, a ainsi raconté à Mission Wings qu'elle avait été contrainte de verser près de 2 000 euros à plusieurs fonctionnaires chargés d'identifier et de conserver le corps de son frère. "*Pour pouvoir voir une photo d'une personne décédée, c'est entre 30 et 40 euros. Pour ouvrir un dossier ou un fichier d'une personne décédée, c'est 100 euros*". L'année dernière, les autorités bulgares ont renforcé la surveillance et la sécurité à leur frontière avec la Turquie. Elles cherchent ainsi des moyens d'endiguer les flux migratoires irréguliers vers le reste du continent et essaient de montrer patte blanche pour être admise dans la zone de libre circulation Schengen d'ici à la fin de l'année.

En 2022, la Bulgarie se classait à la 72e place sur 180 pays dans l'indice de la corruption de Transparency International, soit l'un des niveaux de corruption le plus élevé parmi les États membres de l'Union Européenne (UE). La corruption remet également en cause l'indépendance du système judiciaire. Le bureau du procureur est depuis longtemps accusé d'agir au service de l'élite dirigeante bulgare pour bloquer les enquêtes et cibler des opposants. Les passeurs et les trafiquants d'êtres humains se pensent donc intouchables. Ils "*travaillent bien mieux*" que n'importe quelle autorité ou ONG dans le pays. "*Ils disposent d'un très bon réseau et connaissent très bien les procédures*".

Selon Mission Wings, de nombreuses enquêtes visent aussi des agents de la police aux frontières. "***La corruption aux postes frontières est un très gros problème en Bulgarie***" confirme le président du Comité bulgare d'Helsinki, une organisation de défense des droits de l'homme basée à Sofia. "*Il ne s'agit généralement pas de cas isolés, mais d'une chaîne d'officiers qui reçoivent des pots-de-vin*". La corruption transfrontalière est l'une des principales raisons pour lesquelles la Bulgarie enregistre des chiffres d'arrivées irrégulières élevés. Les autorités et les passeurs travaillent main dans la main pour faire passer les migrants à travers le pays vers la destination finale souhaitée - généralement l'Europe occidentale ou centrale. L'un de ces réseaux fait de la publicité en arabe sur le réseau social TikTok. Les vidéos donnaient également un numéro de téléphone portable bulgare et un contact : le "baron kurde". "*Ce 'baron kurde' transporte les gens sur les routes stratégiques. Le passeur annonçait "une nouvelle excursion par jour" au prix de 150 euros. "Nous ne savons pas si c'est le baron lui-même qui a répondu, mais un homme a présenté ses services en arabe pour transporter illégalement des personnes de Bulgarie vers l'Allemagne*". Le **voyage pour deux**

**personnes coûtait ainsi 5 000 euros** et se faisait soit en traversant la frontière avec la Roumanie, soit avec la Serbie. Le paiement devait s'effectuer dans un "*bureau de Sofia*". Pour trouver le guichet : "*Demandez et n'importe qui vous le dira*", a expliqué l'homme au téléphone. Ces "bureaux" sont généralement de petits magasins du centre-ville de Sofia. Ceux qui espèrent poursuivre leur route vers un autre pays d'Europe reçoivent alors un code dans l'un de ces "bureaux" en échange du paiement. Ce code doit ensuite être communiqué au passeur. L'existence et le mode opératoire des trafiquants qui se présentent ouvertement sur les réseaux sociaux semblent être un secret de polichinelle dans le centre de Sofia. "*Alors pourquoi la GDBOP (Direction générale de la lutte contre le crime organisé) n'a-t-elle pas appelé ce numéro de téléphone et ne s'est-elle pas engagée pour réprimer cette activité, dont nous savons tous qu'elle est illégale et constitue un délit ? Le ministère de l'Intérieur ne fait rien*". L'hypothèse selon laquelle les réseaux de trafic d'êtres humains bulgare profitent d'un "parapluie de protection venant d'en haut" est hautement probable. Il semble sûr à 90% que certains fonctionnaires 'couvrent' certains trafiquants" et passeurs.

En outre, la Bulgarie applique des "**peines légères**" aux passeurs. "*Il y a une certaine impunité*". Des propositions de réforme du code pénal sont actuellement étudiées. "*La lutte contre la corruption s'est avérée être un processus très difficile et très lourd. Je suppose qu'il y a des opposants à ces réformes. Il est tout à fait possible qu'il y ait également du lobbying en secret pour que cette activité [de trafic] se poursuive sous une forme ou une autre*", note le journaliste. "*Ici, la contrebande ne fait pas l'objet d'enquêtes approfondies... Ils s'en tirent juste avec une amende et continuent leurs activités parce qu'ils gagnent énormément d'argent grâce à ce commerce*", commente une autre journaliste. "Le problème est global : si un réseau de passeurs est démantelé, un autre va voir le jour".

L'ONG Mission Wings a également reçu de nombreuses plaintes de migrants se disant **victimes de chantage de la part du personnel travaillant dans les centres d'accueil pour réfugiés**, notamment des interprètes. Ainsi, pour des sommes allant de 50 à 750 euros, il serait possible être relogé dans une meilleure chambre ou d'accélérer la procédure d'obtention du statut de réfugié ou de regroupement familial. "*Nous sommes parfois surpris de constater que certaines personnes obtiennent très rapidement le statut de réfugié au détriment d'autres personnes qui attendent parfois pendant des années*", note le chef de projet au sein de l'organisation caritative Caritas à Sofia.

Le ministère bulgare de l'Intérieur n'a pas répondu à la demande d'interview. De son côté, la police des frontières bulgare a décliné une demande d'entretien "*en raison de la sécurité nationale*", ajoutant que le chef de la police des frontières avait été licencié au début de l'été et que l'agence était en pleine restructuration.

## **CHYPRE**

Depuis une semaine, les **occupants du centre de réception des migrants à Chypre, Pournara ont interdiction d'en sortir**. En tout cas, "*tant que les procédures formelles d'enregistrement nécessaires ne sont pas terminées*", indique un communiqué du ministère chypriote de l'Intérieur. Une nouvelle clôture grillagée de plusieurs mètres de hauts encercle désormais la totalité du centre. Deux mètres derrière, l'ancienne barrière, un grillage surmonté de fils barbelés, est encore visible. Des vêtements usés et déchirés s'y agrippent par endroits. La **nouvelle structure a été installée** "*pour protéger à la fois les résidents eux-mêmes ainsi que la communauté au sens large*", précise le ministère de l'Intérieur. En effet, la barrière "empêche la sortie et les allers et venues des migrants vers la communauté de Kokkinotrimithia [*la commune la plus proche*] ou d'autres zones". Elle permet en même temps "*un meilleur contrôle des déplacements à l'intérieur même des locaux*". La structure de Pournara, d'une capacité de 1 000 places, est opérationnelle depuis 2019. Seul centre de premier accueil de Chypre, c'est là, à une quinzaine de kilomètres de la capitale Nicosie, que sont hébergés tous les exilés arrivés illégalement sur le territoire : les Syriens débarqués après une traversée en mer, comme les Africains subsahariens arrivés via le nord de l'île, administrée par la Turquie. Une fois à l'intérieur, les migrants ont accès à divers services : identification, enregistrement et dépôt de la demande d'asile, et consultations médicales. Ils sont également informés de leurs droits



et obligations dans le pays. Tous ne peuvent ensuite en sortir qu'en donnant aux autorités une adresse de résidence à Chypre, et ce, une fois l'enregistrement de leur dossier acté. Pour la, coordinatrice au sein du Conseil chypriote pour les réfugiés (CyRC), la construction de la clôture officialise bien et pour de bon la fermeture du centre. *"Avant ces rénovations les migrants n'avaient pas non plus, officiellement, le droit de sortir. Mais ils avaient créé des ouvertures dans les barbelés, et les autorités toléraient leurs sorties"*. Une sorte de liberté de circulation surveillée, désormais révolue. Et qui s'inscrit dans la lignée du discours officiel, de plus en plus *"négatif"* à l'égard des migrants, déplore Amnesty International, qui dénonce par ailleurs *"des politiques gouvernementales encourageant le racisme, les discours de haine, la xénophobie et l'intolérance au sein de la société chypriote"*. L'installation de la clôture autour du centre n'est qu'un des volets du programme global de rénovation des bâtiments. Encadrés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les autorités chypriotes, et l'Union européenne, *"des travaux de construction et d'entretien nécessaires"* ont été entamés début juillet, Objectif ? *"Assurer la sécurité et un hébergement temporaire digne pour les migrants arrivant à Chypre"*, mais aussi *"accélérer les procédures de premier accueil"*. Pour ces rénovations, les autorités de l'île ont perçu 22 millions d'euros de la Commission européenne, au titre du Fonds Asile, Migration et Intégration 2021-2027. À terme, le centre sera doté de 1 240 places, *"grâce à l'installation d'unités préfabriquées garantissant des conditions de vie et sanitaires adéquates"*. *"Des espaces communs pour des activités visant à améliorer le court séjour des résidents du centre"* sont également en cours d'élaboration. Pendant les travaux, un centre d'hébergement temporaire sera construit, pour accueillir 984 personnes. Une fois les rénovations effectuées, Chypre disposera *"d'un système d'accueil contemporain doté d'installations fonctionnelles"*. La structure flambant neuve lui permettra de *"gérer efficacement les flux migratoires et garantiront des conditions de premier accueil dignes aux migrants"*. *"Ces projets phares en Méditerranée orientale"* assurent *"un accueil sûr et digne dans un système de gestion des migrations durable et évolutif"*. Le centre d'accueil de Pournara est régulièrement sous le feu des critiques. Si officiellement, la durée de séjour à l'intérieur s'étend de 30 à 40 jours, dans les faits, les migrants y restent *"trois mois en moyenne, voire plus"*, indique un rapport du CyRC, le temps que les autorités finalisent les dossiers d'asile. Des mois de patience qui occasionnent de la surpopulation au sein du centre - en novembre 2022, environ 2 000 personnes s'y concentraient, dont 300 mineurs non accompagnés - une détérioration des conditions de vie, et donc des tensions.

## CROATIE

Samedi, 9 septembre 2023 plusieurs dizaines d'exilés auraient tenté de monter dans de force dans le train n°522 Split-Zagreb, entré à 18h55 en gare de Plaški et qui transportait quelque 70 passagers. Selon des témoignages contradictoires, ils auraient manifesté un comportement « violent », jusqu'à ce que les autres passagers les chassent du train. Cette version a beaucoup circulé durant le week-end dans les médias croates, mais les Chemins de fer croates (HŽ) ont finalement confirmé que **plusieurs dizaines de migrants avaient bien essayé de monter dans le train** en gare de Plaški, mais ils ont été expulsés de la gare. Pour sa part, la police affirme qu'il n'y a eu **aucun trouble à l'ordre public, les migrants n'étant même pas montés dans le train** lorsqu'ils ont réalisé qu'il se dirigeait vers Zagreb et non vers Ogulin, où ils voulaient se rendre.

Du 6 au 10 septembre 2023, en neuf opérations distinctes, la police du comté de Karlovac a **arrêté des passeurs** qui avaient fait pénétrer 136 migrants en Croatie. Parmi les personnes arrêtées, figurent un citoyen suisse, un Indien résidant légalement en Italie, un Syrien avec un permis de séjour allemand, des ressortissants de Bosnie-Herzégovine et de Roumanie, d'Ukraine, d'Allemagne et de Croatie. **Les 136 migrants** transportés par les suspects ont annoncé qu'ils allaient **demandeur une protection internationale en Croatie**.

Le ministre de l'Intérieur a reconnu que la Croatie subissait cette année une pression migratoire accrue, mais il a assuré que le **pays n'accueillera pas de hotspot**. *« Nous suivons tous ce qui se passe en Europe, en particulier ces images très inquiétantes en provenance d'Italie. Quant à*

la Croatie, nous constatons une augmentation significative, de l'ordre de 160% par rapport à l'année dernière », a-t-il déclaré mercredi 20 septembre 2023. Il a déclaré qu'il n'y avait **pas d'augmentation des infractions pénales ou des délits liés à la population migrante en Croatie**. Il a souligné que le système de contrôle des frontières et des migrations reposait sur une approche et une action coordonnées et flexibles de la police croate, mais aussi sur certaines nouvelles solutions, comme la **construction d'un centre d'enregistrement à proximité de Karlovac**.

Le maire de la petite commune frontalière de Vojnić, dans le comté de Karlovac, et le un député (Most), réclament la **fermeture de la frontière avec la Bosnie-Herzégovine** et le déploiement de l'armée sur celle-ci, en assurant qu'un groupe de migrants afghans armés y feraient régner la terreur. Lui-même originaire de Bosnie-Herzégovine, le maire de Vojnić déplore qu'en raison de la situation, le passage de la frontière prenne de longues heures, y compris pour les résidents transfrontaliers.

**La Bosnie-Herzégovine et la Serbie doivent harmoniser leur régime de visa avec celui de l'Union européenne** et le problème de l'immigration clandestine doit être résolu aux frontières extérieures de l'Union, en particulier aux frontières de la Grèce et de la Bulgarie avec la Turquie, a déclaré ce lundi **le Premier ministre croate**. En déplacement en Istrie, il a souligné qu'une « *politique de régime de visa plus stricte* » était nécessaire.

**Les ministres croate et slovène de l'Intérieur**, ont eu une réunion bilatérale jeudi à Bruxelles, en charge du Sommet des ministres européens de l'Intérieur et de la Justice. « *Nous avons discuté d'activités coordonnées liées à la prévention de l'immigration clandestine. Nous avons convenu d'étendre les patrouilles mixtes dans le cadre de mesures compensatoires, notamment avec des policiers spécialement formés et le recours à la technologie* », a expliqué le ministre croate, tout en ajoutant : « *Nous avons convenu que la source du problème se trouvait hors de la Croatie et de la Slovénie, dans les pays tiers. Nous nous sommes adressés conjointement à la commissaire Ylva Johansson, lui demandant, dans un premier temps, d'impliquer plus fortement la Commission européenne dans la conclusion de l'accord sur le statut entre la Bosnie-Herzégovine et Frontex.* »

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

## ESPAGNE

Un réseau de passeurs qui organisait des traversées en mer depuis l'Algérie jusqu'aux côtes espagnoles a été démantelé, a appris mercredi 27 septembre 2023 la presse espagnole. Accusés d'appartenance à une organisation criminelle et de crimes contre les droits des étrangers, les **11 personnes arrêtées**, âgées de 30 à 55 ans, sont originaires d'Algérie, du Maroc et d'Espagne. Toutes sont installées dans le sud de ce pays, dans les provinces d'Alicante, Murcie et Almeria. L'homme considéré comme le chef du réseau a été placé en détention provisoire. La Garde civile, qui a procédé aux arrestations, a également saisi "trois bateaux semi-rigides, 250 litres de carburant, deux véhicules tout-terrain, 3 000 euros en liquide et plusieurs téléphones portables". Depuis 2021, la Garde civile suivait la trace d'un citoyen algérien impliqué dans le réseau, en charge de la logistique pour la traversée d'Algérie vers les plages de Murcie et d'Almeria. Au mois d'août, plusieurs suspects avaient été repérés par les autorités sur la plage d'Al Azohia, à Cartagène, alors qu'ils mettaient un petit bateau à l'eau. Les passeurs font partir simultanément plusieurs petits bateaux semi-rigides à moteur, qu'ils dirigent en mer, pour "dépasser les capacités d'intervention du service maritime de la Garde civile", et ainsi maximiser les chances de réussite. D'après le ministère de l'Intérieur, entre le 1er janvier et le 14 septembre 2023, 9 927 personnes sont arrivées sur les côtes sud de l'Espagne et des îles Baléares, contre 7 864 à la même période l'an passé.

**Un homme a été retrouvé mort** dans une embarcation, sur une plage de **Cadix**, jeudi 28 septembre 2023. C'est lors de son arrivée dans la matinée sur la plage de Cangrejo Rojo, sous les yeux des promeneurs, que le corps a été découvert par les autorités. Selon la sous-délégation du gouvernement à Cadix, le passager est décédé pendant la traversée en mer, qui a duré six jours. **Un**

**autre exilé a été admis à l'hôpital** après son arrivée sur la plage. Le bateau transportait au total 38 migrants "*d'origine maghrébine*" et "*tous majeurs*". Les rescapés, qui ont d'abord pris la fuite en arrivant sur la plage, ont été transférés par la suite dans le centre d'accueil pour migrants de San Roque.

## GRECE

Des milliers de migrants et de réfugiés en Grèce poussent un soupir de soulagement après que le gouvernement a annoncé l'extension de PHILOS, un programme de soins de santé offrant un accès gratuit aux services de santé publique. Ce programme, soutenu par l'UE, devait s'arrêter ce mois de septembre, mais il a été prolongé jusqu'au 15 février 2024. Cela signifie que des **milliers de migrants et de réfugiés sans papiers ne perdront pas leurs prestations de santé vitales**, tandis que 670 professionnels de la santé conserveront leur emploi.

L'Initiative antiraciste de Larissa, en Thessalie, dénonce **l'évacuation du camp de réfugiés** de Koutsochero pour loger des victimes des inondations de ces derniers jours. *« Ils 'jettent' sans vergogne les 900 réfugiés qui vivaient dans le camp et travaillaient dans les environs. Ils sont censés les transférer dans d'autres structures, mais celles-ci sont surpeuplées et en mauvais état »,* note le communiqué, qui dénonce *« un État raciste qui n'hésite pas à jeter les gens comme des ordures, reprenant effrontément le slogan de l'extrême droite 'Les Grecs d'abord' et mettant en concurrence des gens dans la misère. »»*

Le 15 septembre 2023, **quarante survivants** du terrible naufrage qui a coûté la vie à des centaines de migrants au large de Pylos, le 14 juin 2023, **portent plainte contre l'État grec**. Soutenus par plusieurs associations, les exilés accusent les autorités de ne pas avoir protégé les personnes à bord du chalutier surchargé, voire d'être à l'origine du drame. Les plaignants réclament une enquête *« immédiate, approfondie et fiable »*.

Mercredi 20 septembre 2023, 93 migrants ont été évacués d'un yacht en détresse au large des côtes sud-ouest de la Grèce, à environ 74 kilomètres à l'ouest de la petite ville de Pylos, dans le Péloponnèse. Aucune disparition n'a été signalée. Par ailleurs, un total de **115 migrants ont été secourus** mercredi depuis trois petits bateaux au large de l'île de Lesbos, dans l'est de la mer Égée. Enfin, **24 autres personnes ont été secourues** au large de l'île de Samos. Au total, **232 personnes auraient donc été secourues** au cours de la seule journée de mercredi.

Le gouvernement grec va **permettre à des centaines de milliers de migrants actuellement sans papiers de travailler dans l'agriculture**, la construction et le tourisme. La Grèce, comme d'autres pays européens, doit combler de toute urgence les lacunes du marché du travail, en particulier depuis que de nombreuses personnes ont quitté le marché du travail pendant la pandémie de COVID-19 de 2020. Ce plan, qui s'apparente à une réforme menée en Italie en 2020, devrait toucher près de 300 000 migrants sans papiers ou dont les permis de séjour ont expiré.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

## ITALIE

Un décret paru le 21 septembre 2023 au journal officiel prévoit **que les exilés en attente d'une décision concernant le recours de leur asile devront verser une caution de 4 938 euros**, sous peine d'être envoyés dans un centre de rétention pendant cet examen. Cette garantie financière est censée couvrir les frais de logement et de subsistance pour une personne pendant un mois, ainsi que le coût de son rapatriement en cas de rejet définitif de sa demande. Elle sera exigée des personnes ayant tenté de se soustraire aux contrôles à la frontière ainsi qu'à celles provenant d'un pays dit "sûr" et qui, en principe, ne peuvent donc prétendre à l'asile. Si le requérant "disparaît indûment", la caution dont il s'est acquitté sera prélevée, précise le texte. Dès sa publication, le décret a été qualifié de "*rançon*" par le quotidien de gauche La Repubblica et a suscité un tollé du côté de l'opposition. Le maire de Bergame (du Parti démocrate, gauche) l'a comparé à "*une garantie bancaire à payer par les migrants, s'ils ne se sont pas noyés en Méditerranée*", tout en rappelant qu'à une époque le pays a vu

"24 millions de migrants [italiens] essaimer dans le monde entier". Le gouvernement "remplit les caisses [de l'État] sur le dos et le désespoir des personnes", a regretté un député, du même parti. Le secrétaire national du parti centriste Europa, a ironisé de son côté sur ce qu'il qualifie de "trafic d'êtres humains institutionnel" et de "pot-de-vin discriminatoire". Le chef de parti s'indigne aussi de "l'illégalité" de cette décision, "puisque la Cour de justice européenne a déjà sanctionné une mesure similaire introduite par la Hongrie en 2020". Dénoncée pour son aspect liberticide, cette mesure entre aussi "en contradiction évidente avec le choix du gouvernement de miser sur les rapatriements, vu que, de facto, cette caution favoriserait l'éloignement des personnes qu'il faudrait renvoyer chez eux", s'étonne La Repubblica. La rétention des demandeurs d'asile en recours est en ce moment au cœur des préoccupations du gouvernement d'extrême droite. La semaine dernière, une autre annonce a prévu de porter à **18 mois la durée maximale de rétention des demandeurs déboutés**, contre 40 jours renouvelables actuellement (138 jours maximum). Rome entend ainsi éviter que les autorités italiennes soient légalement contraintes de relâcher des étrangers frappés d'une décision de reconduite à la frontière, au cas où la procédure d'expulsion n'ait pas abouti dans le délai imparti. Plus tôt cette année déjà, suite au naufrage tragique de Cutro, le gouvernement italien avait publié un autre décret qui prévoyait la création de **centres de rétention supplémentaires pour les migrants en provenance de pays considérés comme "sûrs"**, en attendant un traitement accéléré de leur demande d'asile. Fin 2022, le gouvernement avait alloué 42,5 millions d'euros pour la création de ces nouvelles structures. Des sites déjà existants, appartenant au ministère de la Défense dans des zones peu peuplées, seront aussi reconvertis. Depuis son arrivée au pouvoir en octobre 2022, le gouvernement s'échine par tous les moyens à freiner les arrivées de migrants en Italie. Un décret, publié le 2 janvier 2023, restreint ainsi les activités des navires de sauvetage, accusés par Rome d'encourager les migrants à prendre la mer. Les navires humanitaires sont désormais tenus d'effectuer une seule opération de secours à la fois. Ils sont également dans l'obligation de rentrer au port dès qu'un sauvetage est mené, sans attendre dans la zone de recherche maritime, comme c'est souvent le cas, qu'une éventuelle autre alerte surgisse. Depuis la promulgation de cette loi, les navires se voient également assigner des ports de débarquements dans le nord ou le centre de l'Italie, très éloignés des zones de sauvetage. L'exécutif assure qu'il s'agit de partager équitablement l'accueil des migrants entre régions italiennes. Les ONG dénoncent, elles, des entraves à l'assistance aux migrants. **L'ensemble des mesures anti-migrants promulguées n'ont, jusqu'ici, pas porté leurs fruits.** Depuis le 1er janvier 2023, plus de 130 000 migrants ont débarqué sur les côtes italiennes en petits bateaux d'après le ministère de l'Intérieur, contre 70 000 pour la même période de 2022. La première ministre italienne a reconnu que "**les résultats n'étaient pas à la hauteur de ses espérances.** "C'est clair que nous espérons mieux en matière d'immigration". "Un problème très complexe".

Un **nouveau centre d'hébergement** a été inauguré, dimanche 24 septembre 2023 à **Pozzallo en Sicile**, il accueillera uniquement les **exilés provenant de "pays sûrs", qui ont donc très peu d'espoir d'obtenir une protection en Italie.** Objectif affiché de cette nouvelle structure ? Accélérer le traitement des demandes d'asile et donc les expulsions de ces exilés, et désengorger le hotspot de Lampedusa, à 200 km de là. Ce nouveau centre, montre des préfabriqués blancs, entourés d'une double clôture grillagée. Des caméras de surveillance ont aussi été installées. Il disposera de 84 places pour les demandeurs d'asile originaires de "pays sûrs" (la Tunisie, le Nigeria, l'Algérie, le Sénégal, le Maroc, la Côte d'Ivoire, la Gambie), qui y resteront "un mois" maximum. Deux-cent seize autres places seront à disposition dans le centre, pour les migrants d'autres origines. C'est dans cette structure que s'appliquera aussi l'une des toute nouvelle mesure présentée par le gouvernement italien, qui consiste à exiger des demandeurs d'asile en recours le dépôt d'une caution de 5 000 euros, en échange de leur liberté. Les centres de rétention fermés (CPR) ailleurs dans le pays continuent, eux, de prendre en charge l'hébergement des exilés sous le coup d'une expulsion "pour irrégularités dans leur dossier, ou "pour dangerosité avérée", a précisé le ministre l'Intérieur . Ce centre sicilien est "un pari" qui sera déployé ailleurs en Italie s'il remplit ses objectifs. Le maire de Pozzallo a demandé au gouvernement "d'investir encore dans l'accueil et la régularisation", afin que les

procédures "d'installation" ou de "rapatriement" puissent être effectuées "rapidement". Un appel lancé sur la situation qui prévaut en ce moment même dans le hotspot de Pozzallo, où 500 personnes sont hébergées pour une capacité de 200 places. Pour parvenir à ses fins, Rome envisage également la construction d'un CPR dans chacune des 20 régions du pays. Dix établissements de ce type sont aujourd'hui fonctionnels. Les migrants considérés comme illégaux pourront être maintenus plus longtemps dans ces centres de rétention, puisque la durée maximale de rétention a été portée de 120 à 135 jours.

## Italie- Allemagne

La Première ministre italienne a écrit samedi 23 septembre 2023 à son homologue allemand, pour se plaindre du **financement par l'Allemagne d'organisations caritatives aidant les exilés en situation irrégulière en Italie**. *"J'ai appris avec stupéfaction que votre gouvernement, sans coordination avec le gouvernement italien, avait décidé de fournir des fonds importants à des organisations non gouvernementales travaillant dans l'accueil des migrants irréguliers sur le territoire italien et dans les sauvetages en mer Méditerranée"*. Elle suggère que cette aide serait mieux utilisée en Allemagne qu'en Italie. La Première ministre a réitéré son accusation selon laquelle les navires humanitaires opérant en Méditerranée centrale agiraient comme un "appel d'air" - fermement démenti par les ONG - pour les exilés traversant la mer en provenance d'Afrique du Nord. Selon la responsable italienne, les États membres de l'Union européenne (UE) qui souhaitent aider son pays à gérer l'afflux de migrants feraient mieux de se concentrer sur des "solutions structurelles", notamment en travaillant avec les pays de transit pour stopper les flux. Lundi 25 septembre 2023, un porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères a répondu à la Première ministre italienne : le soutien financier de Berlin aux ONG n'est "une surprise pour personne" puisqu'il s'agit d'un financement préalablement approuvé par le Parlement, estime l'Allemagne. *"Nos partenaires italiens en ont également été informés à l'époque. Il a fallu un certain temps pour sélectionner les différentes ONG dignes de financement. C'est désormais chose faite et les fonds sont donc distribués"*. Son ministre de la Défense a rappelé ce week-end que les ONG n'accueillaient qu'environ 5 % des arrivées en Italie, qui jusqu'à présent cette année s'élèvent à plus de 133 000, soit près du double des 70 000 de la même période l'année dernière. Le ministère allemand des Affaires étrangères a confirmé qu'il allouait entre 400 000 et 800 000 euros chacun à deux projets liés aux migrants, dans le cadre d'un programme approuvé par le Parlement allemand. La nouvelle a suscité la colère au sein de la Ligue anti-immigration, qui partage le pouvoir avec le parti Fratelli d'Italia d'extrême droite. Le ministre de la Défense du gouvernement italien, a affirmé qu'il s'agissait d'une décision "très grave" qui mettait son pays "en difficulté". Depuis son arrivée au pouvoir l'an dernier, la première ministre italienne a multiplié les mesures pour entraver les activités des ONG de secours aux migrants. Un décret, entré en vigueur en janvier, permet aux autorités d'assigner un port spécifique de débarquement aux navires dès le premier sauvetage effectué. Ceux-ci ont désormais l'obligation de revenir au port entre plusieurs opérations de sauvetage, ce qui limite considérablement leurs actions en mer.

## Vintimille

Quatre cousins ont passé 28 heures en mer, avant d'atteindre enfin Lampedusa. Ils ont été transférés en Sicile. De là, dans l'espoir d'atteindre un jour Marseille (sud de la France), ils se sont retrouvés à Vintimille. *"J'ai risqué ma vie, j'ai vu la mort. Je me demande pourquoi je fais tout ça ?"*, songe aujourd'hui l'un d'eux, avant de répondre à sa propre question : *"Vivre en Tunisie n'est plus supportable. On ne peut même plus manger"*. *Pour payer 2 500 euros aux passeurs, raconte-t-il, "nous avons élevé des vaches et du bétail et tout vendu. Je veux construire mon avenir..." Aider sa famille au pays, et lui-même un jour "fonder une famille et [se] marier"*.

Près de **400 exilés survivent actuellement à Vintimille**. Un record, cette année. *"Les chiffres des arrivées varient sans cesse, mais généralement, on oscille entre 120 et 150 personnes à*

*la distribution du matin, parfois 200", témoigne le directeur du centre Caritas. Principal lieu-ressource à Vintimille, les migrants peuvent venir y manger chaque matin de 9h à 11h. Aujourd'hui, 26 septembre 2023, près de 300 exilés sont dans la file d'attente. "Cela fait longtemps que l'on avait pas atteint ce seuil". Le nombre record de personnes à Vintimille est surtout visible à la distribution du repas du soir. Celle-ci commence à 19h sur un grand parking, à l'écart du centre-ville. Des centaines d'exilés y patientent, en cercle. "De temps en temps on atteint 200 / 250 personnes à cette distribution. Mais depuis deux semaines le nombre augmente, jusqu'à atteindre en ce moment 400 voire 450 personnes", observe le médiateur interculturel pour Médecins du Monde (MdM), depuis sa clinique mobile près du point de distribution. En comptant uniquement ceux qui viennent manger ici le soir. "D'autres personnes survivent ailleurs, isolées, dans la ville". Comment expliquer cette augmentation ? "Ce n'est pas tant l'effet Lampedusa", estime Christian Papini : "C'est aussi parce que les personnes mettent plus de temps à passer en France". Les effectifs de gendarmes et de policiers ont été accrus ces derniers mois à Menton, première ville française après Vintimille. "Quand ils augmentent les contrôles, les migrants passent moins vite. Au lieu de deux jours, ils vont en mettre quatre, par exemple. Cela augmente le nombre de gens sur place, car les autres continuent d'arriver".*

Dans la cantine, un bénévole de 80 ans, depuis 2017 auprès des exilés, sert les assiettes. Tout le monde le présente comme celui qui *"a assuré la cuisine pendant le Covid sans s'arrêter"*. Les arrivées du moment n'ont donc pas de quoi affoler l'équipe de Caritas. En 2017, *"on accueillait de 600 à 700 personnes par jour. "Nous n'avons pas vraiment les ressources pour... Mais on a le pouvoir créatif!"*, promet-t-il dans un éclat de rire. Une dizaine de Soudanais aux visages juvéniles patientent : *"Nous avons mangé ici ce midi, et sommes revenus chercher des vêtements"*. Un salarié du centre arrive et s'adresse à eux : *"Le problème, c'est qu'on a eu un manque de dons la semaine dernière". "Au cours des deux dernières semaines nous avons reçu plus de 1 700 personnes. Ce n'est pas facile pour nous de fournir tout le ravitaillement..." "Dans les dernières semaines, on a vu beaucoup de mineurs isolés soudanais"*, précise la coordinatrice de Save the Children au centre Caritas. Cette ONG, proposant des espaces de jeux et de détente au sein du centre, est dédié au droit des mineurs et des familles. *"On constate la grande présence de femmes et de familles guinéennes et ivoiriennes, parfois avec de tout petits bébés. On a vu une augmentation de ces profils à partir du mois de janvier, et cela se poursuit"*. À l'inverse des hommes, les femmes et enfants sont davantage protégés de la rue à Vintimille. Fin août, les autorités italiennes ont décidé de financer un local d'hébergement, géré par Caritas, juste à côté du centre. Sommaire, ce centre peut tout de même accueillir jusqu'à 30 personnes. *"Nous avons aussi un autre logement à Vintimille, d'une vingtaine de places, prêté par l'évêque de la ville"*. Mais ce second lieu leur a été fourni, il y a trois ans, pour une période temporaire qui s'achève. *"Pour le moment, on arrive à héberger tout le monde... Mais il faudra voir ensuite"*, songe le directeur du centre. La règle ici, pour faire tourner les lits : l'hébergement est limité à quatre jours. D'autant plus quand il y a du monde, comme en ce moment. *"Quatre jours, c'est à peu près le temps qu'il leur faut pour comprendre s'ils veulent faire leur demande d'asile en Italie, ou s'ils veulent passer en France"*, justifie le directeur. *"On leur donne toutes les informations légales, après ils décident quoi faire"*.

Les jeunes Soudanais, eux, se sont résignés quant à la possibilité de trouver un abri cette nuit-là. *"Nous allons dormir sur des cartons, sous le pont"* au-dessus de la rivière de la Roya. Ce pont, parallèle à la Via Tenda à Vintimille, est le principal endroit où dorment les hommes exilés, laissés sans hébergement. Sans compter la difficulté psychologique de faire face à de telles conditions de survie, si proche de la fin du parcours d'exil. *"Les personnes partent de leur pays avec un rêve - un rêve que j'appelle un droit -, et arrivent ici après avoir surpassé la terrible mer Méditerranée, la Libye ; elles sont enfin en Europe..."*. *"Sauf qu'elles se retrouvent confrontées à une réalité brutale : qu'il n'est pas possible de prendre le train pour passer de l'autre côté ; et qu'elles ne sont pas les bienvenues"*. En face du pont se trouve un autre lieu-ressource à Vintimille. Plus modeste, auto-géré par de jeunes bénévoles et par les exilés eux-mêmes, mais toujours plein à craquer : l'InfoPoint, ouvert de 16h à 20h. À l'intérieur, exigü, fourmillant de monde, s'étaient des dizaines et des dizaines de

multiprises pour charger les téléphones. Des caisses sont empilées jusqu'au plafond, remplies de jeux de société, de protections hygiéniques ou encore de documentation sur le droit d'asile. Partout sur les murs, des dessins sont accrochés. Des messages aussi. Laissés par ceux qui sont déjà passés par Vintimille, pour ceux qui y passeront à leur tour. Des prières pour consoler. Des maximes pour trouver la force de continuer son chemin d'exil. Comme celle-ci, rédigée au feutre bleu : "**Tu ne mourras pas si tu perds tes proches ; mais tu vivras comme un mort si tu perds ta dignité**".

## POLOGNE

Le sujet préféré du PIS, le parti au pouvoir est de **faire peur avec l'immigration qui mettrait la Pologne à feu et à sang selon le gouvernement actuel**. Le parti a d'ailleurs tout de suite réagit , il a publié une vidéo avec les images de l'arrivée des migrants sur l'île de Lampedusa, accompagnées d'une musique des plus angoissantes. Il veut faire peur. Il parle d'une armée de migrants qui envahit l'Europe. Et qui envahira la Pologne si l'opposition remporte les élections. Une invasion qui s'accompagnerait de viols, de trafic de drogue, de bagarres entre gangs ethniques. Et que seul le PIS pourrait éviter, alors que le parti est en lice pour un troisième mandat consécutif et historique lors des élections parlementaires du 15 octobre 2023. Il souhaite limiter l'immigration le plus possible. Tout est fait pour n'accepter presque aucun migrant illégal. A la frontière avec la Biélorussie ceux qui arrivent à traverser le mur sont repoussés ou mis dans des centres surveillés. La grande mission du PIS en ce moment est de refuser le nouveau programme européen de relocalisation des réfugiés. C'est pour ça que le parti au pouvoir a organisé un référendum en parallèle du scrutin du 15 octobre 2023. Les électeurs devront se prononcer pour - ou contre - le nouveau plan européen. Le PIS fait campagne pour que les Polonais disent non. **Sinon Varsovie deviendra Lampedusa, voire même une "banlieue de Paris" où le chaos régnerait à cause de l'immigration**, pour reprendre les mots du Premier ministre polonais. En début de la semaine dernière, le gouvernement a même adopté une nouvelle résolution mettant en cause Bruxelles qui encouragerait les migrants illégaux à venir en Europe. Et ce au moment où le parti au pouvoir est embourbé dans un scandale de visa. Des journalistes ont révélé que le PIS donnait des visas contre des pots-de-vin à des réfugiés du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie. Le ministère des Affaires étrangères aurait reçu jusqu'à 40 000 dollars, pour autoriser, sans aucune vérification, des visas Schengen à entrées multiples. Le ministère envoie une liste de noms au consulat dans un autre pays, et comme par magie, les visas sont octroyés. Quand on connaît le discours anti-immigration du gouvernement polonais, on comprend le malaise qui règne depuis. L'Union européenne espère que cette affaire sera mise au clair rapidement. La Commission a demandé des explications aux dirigeants polonais et veut des réponses avant le 3 octobre.

## POLOGNE-SLOVAQUIE

La Pologne et la Slovaquie font toutes deux partie de la zone européenne de libre circulation Schengen. La réintroduction des contrôles aux frontières au sein de cet espace n'est autorisée que dans des circonstances exceptionnelles. "**Les immigrés illégaux transitent par la prétendue route des Balkans à travers la Hongrie et la Slovaquie, car il n'y a pas de frontière entre la Pologne et la Slovaquie, juste une frontière Schengen**", a déclaré le Premier ministre polonais pendant la campagne électorale. "**J'ai chargé le ministre de l'Intérieur d'introduire des contrôles sur les minibus, camionnettes, voitures, bus où il y a une suspicion de présence d'immigrés illégaux**". La rhétorique anti-immigration est depuis des années un élément de base des conservateurs au pouvoir en Pologne. Le sujet est de nouveau amené sur le devant de la scène alors que le pays se prépare à des élections générales le mois prochain. La Slovaquie a récemment connu une augmentation du nombre de migrants. Au cours des huit premiers mois de 2023, le pays a détecté environ 24 500 migrants entrés illégalement, pour la plupart depuis la Serbie via la Hongrie. Selon la police slovaque, ce chiffre était en hausse à près de 10 900 pour toute l'année dernière contre seulement quelques centaines par an auparavant. Le chef de la police slovaque a déclaré que 97 % des migrants illégaux en Slovaquie s'identifiaient comme des Syriens. Il a expliqué qu'après avoir accompli les démarches administratives en Slovaquie, les migrants continuaient leur route vers l'Europe occidentale.

## PORTUGAL

Venus d'Europe de l'Est (Moldavie, Roumanie), mais également du Sénégal, du Maroc, d'Algérie, ou de pays bien plus lointain, comme le Pakistan, l'Inde et le Népal, **ces travailleurs étrangers sont devenus essentiels pour l'agriculture portugaise**, en mal de main-d'œuvre locale. Mais cette population, estimée à environ **35 000 personnes** à travers le pays, est vulnérable, à la merci des trafiquants d'êtres humains mais aussi de certains propriétaires agricoles qui exploitent sans vergogne ces travailleurs précaires en profitant de leur situation administrative. *"Le phénomène est très inquiétant, il ne concerne pas seulement l'Alentejo, mais aussi les autres régions"*, souligne un inspecteur à la police judiciaire du Grand Lisbonne, qui travaille sur les liens entre les réseaux internationaux de trafics d'êtres humains et le secteur de l'agriculture. *"Beaucoup d'exploitants savent que ces gens sont corvéables à merci, et que beaucoup ont des dettes à rembourser à des réseaux de passeurs, donc ils sont dans l'obligation de travailler et n'ont pas le choix que d'accepter les conditions imposées par leur patron. C'est de l'exploitation pure et simple. Il faut endiguer ce problème, ces gens sont venus au Portugal pour une vie meilleure, pas pour devenir des esclaves modernes"*. Pour lui, les appels anonymes ou les témoignages *"de dénonciation ou de signalements de possibles cas d'exploitation de migrants sont de plus en plus fréquents, que ce soit de la part d'exilés eux-mêmes qui se retrouvent dans des situations intenable mais aussi d'habitants qui suspectent des pratiques inhumaines de certains exploitants agricoles, ce qui nous aide aussi à avoir des informations susceptibles de faire avancer nos enquêtes"*. *"C'est très important sachant que nos moyens et nos effectifs sont limités et que les réseaux de trafiquants tentent toujours d'avoir un coup d'avance sur la police"*. Dans cette région située au Sud du Tage, les populations des villes de Sousel, Vidigueira ou de Beja essayent de contribuer à combattre ce phénomène, n'hésitent pas à prendre la parole et à signaler de possibles cas d'exploitation d'êtres humains aux autorités ou dans les médias. *"On ne peut pas rester silencieux vu l'ampleur de ce que l'on peut voir dans notre région"*, explique une bénévole pour Caritas dans les environs de Beja. *"Je parle chaque semaine avec des travailleurs migrants qui me disent qu'ils n'ont pas été payés depuis des mois et qui n'ont même pas de jour de repos. C'est inacceptable de voir cela"*. Les témoignages de migrants à travers le pays se multiplient, comme celui d'un militant qui, travaille pour l'association Apoio Social Global basée à Porto, sait que le Portugal devient le terrain privilégié des trafiquants d'êtres humains qui profitent **du manque de moyen de la police mais aussi de la complaisance de plusieurs exploitants agricoles**. *"Le problème est profond, et le passé récent montre que les abus sont de plus en plus nombreux"*. *"On a des procès d'exploitation de migrants en cours dans les tribunaux aux quatre coins du pays, mais je pense que ce n'est que la partie visible de l'iceberg. Il y a encore beaucoup de gens en danger, et trafiquants sont prudents, ils tentent d'isoler les migrants du reste de la population, en le logeant dans des cabanes insalubres sur les domaines agricoles, loin de la vue de tous"*. Autre phénomène observé depuis quelques mois, les passages de migrants entre le Portugal et l'Espagne, qui sont exploités par des agriculteurs dans les deux pays, ce qui rend plus difficile le travail de la police. *"Il y a par exemple des travailleurs qui ont 'disparu' de l'Alentejo ou de l'Algarve durant de longues semaines et qui ont réapparus dans le Sud de l'Espagne, ce qui montre que les réseaux de trafiquants et d'exploitants font circuler les travailleurs selon les demandes de main d'œuvre ou les saisons. Pour lutter contre cela, la collaboration entre les polices et les associations tant portugaise qu'espagnoles doivent s'améliorer au plus vite"*.

## VATICAN

Lors de la Journée mondiale du migrant et du réfugié célébrée le 24 septembre 2023, et dont le thème cette année est **«Libre de choisir d'émigrer ou de rester»**, le Pape François a rappelé que *«migrer devrait être un choix fait librement, et jamais l'unique possibilité»*. *«Le droit de migrer, en effet, est devenu pour beaucoup aujourd'hui une obligation alors qu'il devrait être un droit à ne pas émigrer pour rester sur sa propre terre»*. *«Il est nécessaire que chaque homme et femme ait la garantie d'avoir la possibilité de vivre une vie digne au sein de la société dans laquelle il se trouve»* Le Pape regrette que la misère, les guerres et les crises climatiques contraignent de nombreuses.



personnes «à fuir». D'où ce rappel à tous «à **créer des communautés prêtes et ouvertes à accueillir, promouvoir, accompagner et intégrer ceux qui frappent à nos portes**».

*«Les migrants ne souffrent pas seulement parce qu'ils sentent le besoin de s'en sortir, mais aussi parce que le règne de la terreur fait d'eux des esclaves. Nous ne pouvons pas ne pas voir les choses, **les renvoyer en arrière comme une balle de ping-pong**. Et nous savons que souvent ils finissent dans des camps, dans des situations pires que celles qu'ils connaissaient avant de partir. Si vous ne pouvez pas l'intégrer dans votre pays, accompagnez-le, intégrez-les dans leurs pays, mais ne les abandonnez pas aux mains de ces cruels trafiquants d'êtres humains. Le drame des migrants est bel et bien là, lorsque nous les renvoyons et qu'ils tombent entre les mains de ces délinquants qui font tant de mal, qui les vendent, qui les exploitent. Ces migrants essaient de fuir, de s'en sortir. Il y a quelques groupes de personnes qui se consacrent à sauver ces migrants des griffes du mal. »*

François a évoqué les difficultés d'accueil, de protection, de promotion et d'intégration des personnes non désirées. Il a rappelé la responsabilité commune de toute l'Europe et la nécessité de **garantir «un grand nombre d'entrées légales et régulières, durables grâce à un accueil équitable»** du continent européen. Mais il a également rappelé que le critère principal doit toujours être **la protection de la dignité humaine et non la préservation de son propre bien-être**. Le pape François a martelé son message sur les migrants : ceux qui "risquent leur vie en mer" pour gagner l'Europe "**ne l'envahissent pas**". "Deux mots ont résonné, alimentant la peur des gens : 'invasion' et 'urgence'. Mais ceux qui risquent leur vie en mer n'envahissent pas, ils cherchent hospitalité" et ils "**ne doivent pas être considérés comme un fardeau à porter**". "Le phénomène migratoire n'est pas tant une urgence momentanée, toujours bonne à susciter une propagande alarmiste, mais un fait de notre temps", qui doit être géré "avec une responsabilité européenne capable de faire face aux difficultés objectives". Le pape a fustigé "l'indifférence" et la "peur" dans une Europe tentée par **le repli face aux migrants**. Il craint de voir se transformer "la Méditerranée, berceau de la civilisation, en tombeau de la dignité ". Fustigeant les "nationalismes archaïques et belliqueux", il a de nouveau appelé à "un sursaut de conscience" pour "**prévenir un naufrage de civilisation**" et averti que **l'avenir "ne sera pas dans la fermeture qui est un retour au passé"**. François a estimé que la solution était "d'assurer, selon les possibilités de chacun, un grand nombre **d'entrées légales et régulières**", qui soient "durables grâce à un accueil équitable de la part du continent européen, dans le cadre d'une collaboration avec les pays d'origine". Il a plaidé pour une "**intégration**" des migrants, qui est "**difficile, mais clairvoyante**", face à "l'assimilation, qui ne tient pas compte des différences" et "compromet l'avenir en augmentant les distances et en provoquant la ghettoïsation, provoquant hostilité et intolérance". Le problème principal est la pauvreté, car "là où il y a précarité il y a criminalité", il faut un "sursaut de conscience pour dire 'non' à l'illégalité et 'oui' à la solidarité". "**Le véritable mal social n'est pas tant l'augmentation des problèmes que le déclin de la prise en charge**".

Le Pape François, lui-même enfant de migrants, a rappelé que **le phénomène migratoire n'est pas une nouveauté de ces dernières années** et qu'il n'est pas non plus le premier pontife à s'en préoccuper. Les guerres, les persécutions ou la nécessité d'améliorer sa condition, sont les motivations des migrations, auxquelles s'ajoutent aujourd'hui, de manière de plus en plus évidente, les problèmes liés au changement climatique. En 1967, avec l'encyclique *Populorum Progressio*, Paul VI rappelait que les peuples de la faim défient dramatiquement les peuples de l'opulence, en énumérant trois devoirs pour les nations les plus développées: le devoir de solidarité, le devoir de justice sociale et le devoir de charité universelle. Le Pape Montini a rappelait aussi le «**devoir de l'accueil**», sur lequel, écrivait-il, «*nous n'insisterons jamais assez*». Jean-Paul II qui, dans son message pour la Journée mondiale de l'émigration en 1996, écrivait: «*La première façon d'aider ces personnes est de les écouter pour connaître leur situation et leur assurer, quelle que soit leur position juridique devant l'État, les moyens de subsistance nécessaires*». Il ajoutait: «**Il faut être vigilant face à l'émergence de formes de néo-racisme ou de comportements xénophobes, qui tentent de faire de ces frères des**

*boucs émissaires pour toute situation locale difficile*». Benoît XVI, dans son message de 2012, relevait: «*Aujourd'hui, en effet, nous voyons que de nombreuses migrations sont la conséquence d'une précarité économique, d'un manque de biens essentiels, de catastrophes naturelles, de guerres et de désordres sociaux. A la place d'une pérégrination animée par la confiance, par la foi et par l'espérance, migrer devient alors un "calvaire" pour survivre, où des hommes et des femmes apparaissent davantage comme des victimes que comme des acteurs et des responsables de leur aventure migratoire*».

## **Visite du pape François à SOS Méditerranée alerte sur le sort des migrants en mer**

Vendredi 22 septembre 2023, le souverain pontife a rendu hommage aux migrants morts naufragés. Il a notamment dénoncé le « *fanatisme de l'indifférence* » et appelé à sauver les personnes qui risquaient de se noyer. Il a rencontré des représentants de l'ONG de sauvetage SOS Méditerranée. Intimidations, communication erratique avec certains états, pressions administratives, la cofondatrice de SOS Méditerranée, dénonce les entraves, de plus en plus nombreuses, aux opérations de sauvetage : « *Il y a une absence de coordination des secours contrairement à ce qui devrait être mis en place selon le droit maritime international par les États côtiers, on ne nous transmet pas les coordonnées des embarcations en détresse. Nous sommes à l'aveugle quelque part en train de chercher des embarcations* ». « *Nous sommes dans l'incapacité d'optimiser notre capacité de sauvetage* », ajoute-t-elle. En 2023, ce sont 2 000 personnes qui sont mortes en essayant de traverser la Méditerranée. Le président de l'ONG, demande des actes de la part de l'Union européenne : « *Si l'Europe ne fait pas quelque chose, c'est notre humanité qui coule. Il faut faciliter le débarquement des personnes rescapées. Il faut également mettre en place une flotte de sauvetage européenne. L'Europe a les moyens de le faire. Il faut absolument que la Méditerranée centrale soit considérée comme un vrai espace humanitaire. Tout cela se passe aux portes de l'Europe* ». Alors, SOS Méditerranée appelle les dirigeants européens à écouter le message du pape sur les migrations. La cofondatrice de SOS Méditerranée reconnaît que « *depuis le début de son pontificat, le Pape François n'a cessé de rappeler l'indifférence qui règne, d'appeler à l'action, au secours* » et « *à la fraternité* ». « *Au mois d'avril 2021, nous avons été appelés pour porter secours à une embarcation. On nous avait dit qu'il y avait environ 130 personnes à bord de ce bateau. Nous sommes arrivés devant une mer de cadavres, raconte l'humanitaire. Nous avons fait un communiqué de presse. Les médias ne l'ont pas repris et la seule personne qui a dénoncé ce temps de la honte, c'était le pape. C'est le seul qui se soit exprimé ce jour-là sur ces 130 morts en mer.* » Il s'agit d'un geste fort de la part du chef de l'Église catholique. « *Je trouve que nous sommes dans un silence assourdissant de nos responsables politiques, mais aussi de nos élites en fait quelque part. Si SOS Méditerranée est là encore aujourd'hui, après 7 ans, c'est vraiment grâce à ce soutien de la société civile parce que sinon, nous ne serions pas là aujourd'hui. Mais néanmoins, nous manquons beaucoup de porte-paroles. On peut espérer que la voix du pape porte quand même beaucoup plus loin que la nôtre* ».

<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2023-09/pape-francois-angelus-droit-a-emigrer-ou-rester-chez-soi.html>

<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2023-09/francois-marseille-conference-de-presse-avion.html>

<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2023-09/francois-fils-de-migrants-et-le-long-magistere-de-l-accueil.html>

<https://www.rfi.fr/fr/france/20230923-visite-du-pape-fran%C3%A7ois-%C3%A0-marseille-sos-m%C3%A9diterran%C3%A9e-alerte-sur-le-sort-des-migrants-en-mer>

## **EUROPE**

### **BOSNIE-HERZEGOVINE**

Le nombre de réfugiés présents à Bihać et dans le canton d'Una-Sana augmente à nouveau, surtout depuis que les autorités croates ont fermé le poste frontière de Hadži potok-Bogovolje, entraînant une plus forte tension sur celui d'Izačić, où il faut parfois patienter cinq heures pour passer. « *La fermeture de ce petit poste frontalier est un problème plus important* »

*pour notre population résidente et la diaspora qui vient que pour la situation des migrants »*, explique le maire de Bihać. Plus de **20 000 entrées** ont été enregistrées **depuis le début de l'année en Bosnie-Herzégovine, mais les migrants n'y restent pas**. « *Le nombre de ceux qui arrivent est beaucoup plus élevé [que l'an dernier], mais la perméabilité à la Croatie est également meilleure qu'à l'époque, et les gens partent. Nous avons actuellement 250 migrants dans le camp de Lipa et peut-être une cinquantaine celui de Borići* », poursuit le maire.

2000 réfugiés sont actuellement hébergés dans les centres d'accueil de Bosnie-Herzégovine, qui ont une capacité de 6000 places, a indiqué le ministre de la Sécurité, après une rencontre avec le ministre des Droits de l'homme et des réfugiés, et le chef de la délégation européenne en Bosnie-Herzégovine. Ce dernier a salué « **les progrès significatifs dans la gestion de la migration en Bosnie-Herzégovine** », rappelant que « *l'Union européenne a investi 20 millions d'euros pour résoudre la crise des migrants en Bosnie-Herzégovine, et 90% de cet argent a été utilisé précisément à ces fins* ». Le ministre des Droits de l'homme et des réfugiés a rappelé un problème nouveau, celui de la « *disparition* » des migrants légaux. « *Nos employeurs ont de gros problèmes. 4000 permis ont été délivrés pour des personnes qui viennent en Bosnie-Herzégovine pour travailler depuis l'Inde, le Népal, le Pakistan ou d'autres pays. Ils travaillent ici pendant un certain temps puis, pendant la nuit, ils quittent le pays. C'est un problème urgent pour nos employeurs.* »

Le 22 septembre 2023, la police des frontières de Bosnie-Herzégovine a **intercepté quinze migrants** qui s'apprêtaient à passer en Croatie, au niveau du village frontalier de Blaževići, près de Tomislavgrad, dans le canton d'Herzégovine occidentale. Parmi elles, se trouvaient quatre ressortissants turcs, les autres, sans papiers, ont déclaré venir de Syrie et du Bangladesh. **Un supposé passeur, de citoyenneté bosnienne, a été arrêté.**

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

## ROYAUME-UNI

Mardi 26 septembre 2023, **la ministre britannique de l'Intérieur** s'en est prise à la **Convention de Genève sur les réfugiés** devant l'American Enterprise Institute, un centre de réflexion de centre-droit basé à Washington, aux États-Unis. La ministre a questionné le rôle de la Convention de Genève, qui date de 1951 et définit le statut de réfugié. C'est "*une réalisation incroyable pour son époque*", "*mais nous vivons désormais dans une époque totalement différente*". La Convention de Genève "*confère à au moins 780 millions de personnes le droit théorique de s'installer dans un autre pays*". Il revient aux dirigeants politiques, selon elle, "*de se demander si la Convention sur les réfugiés et la manière dont elle a été interprétée par nos tribunaux sont adaptées à notre époque moderne. Ou si elle a besoin d'être réformée*". "**Nous ne pourrions pas maintenir un système d'asile si le simple fait d'être un homosexuel ou une femme, et de craindre la discrimination dans son pays d'origine suffit pour bénéficier d'une protection**". Elle a aussi estimé que la situation actuelle, "*absurde et intenable*" permet aux migrants de "*choisir leur destination préférée pour demander l'asile*". "*Aucune personne entrant au Royaume-Uni par bateau depuis la France ne fuit un péril imminent*". Déjà régulièrement critiquée pour ses prises de position anti-migrants, la ministre a une nouvelle fois suscité l'indignation.

L'agence des Nations unies pour les réfugiés, **le HCR**, a rétorqué dans un communiqué que la Convention de Genève est "**la pierre angulaire du système de protection des réfugiés au niveau mondial et reste un outil qui sauve des vies**". Elle "*reste aussi pertinente aujourd'hui que lorsqu'elle a été adoptée et institue le cadre indispensable pour traiter*" les défis soulevés par l'afflux de réfugiés, ajoute l'agence qui appelle le Royaume-Uni à améliorer son système d'asile. Le chanteur britannique Elton John s'est, lui, exprimé dans un message mis en ligne sur Instagram. L'artiste se dit "*très inquiet des déclarations (de la ministre)*". "*Ignorer le vrai danger auquel font face les communautés LGBTQ+ risque de légitimer davantage la haine et la violence à leur rencontre*", a-t-il ajouté, dans une déclaration cosignée par son époux David Furlong et la Elton John Aids Foundation. L'organisation **Refugee Council** a, elle, estimé que le gouvernement britannique devrait "*s'attaquer*

aux vrais problèmes rencontrés par le système d'asile et fournir des itinéraires sûrs aux personnes ayant besoin de protection" plutôt que de s'en prendre à la Convention de Genève. **L'opposition travailliste** a aussi critiqué la ministre, une députée l'accusant d'avoir "renoncé à réparer le chaos causé par les conservateurs" sur le droit d'asile et de chercher, avec la Convention de Genève, "quelqu'un d'autre à blâmer".

En 2023, environ 24 000 exilés ont déjà fait la traversée de la Manche. Et, un nouveau record d'arrivées au Royaume-Uni a été observé le week-end des 9 et 10 septembre. Plus de 800 migrants ont traversé la Manche en deux jours, à bord de 13 embarcations différentes. Les difficiles conditions de vie, la difficulté d'accès à l'asile ainsi que des liens familiaux continuent à pousser les exilés à prendre la mer malgré les risques de la traversée.

## SERBIE

La police a **arrêté près de 400 exilés** mardi 12 septembre 2023, au cours d'une grande opération dans le nord de la Serbie et les a transportés vers les centres d'accueil du Commissariat aux réfugiés disséminés dans tout le pays, notamment à Tutin et Preševo (sud). Le communiqué de presse de la police précise que trois fusils automatiques, un fusil semi-automatique et un pistolet ont été trouvés lors d'une opération aux alentours de Subotica, Sombor et Kikinda. Cette opération faisait suite à des fusillades qui se sont produites à Subotica les 8 et 11 septembre 2023, au cours desquelles deux migrants ont été tués. Les heurts entre réseaux de passeurs sont en effet de plus en plus violents. Dès le 13 septembre 2023, des unités de la Gendarmerie patrouilleront dans la région de Srebrenica.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

## ASIE

### HAUT-KARABAKH

Il y a une semaine, **l'Azerbaïdjan lançait une offensive sur l'enclave du Haut-Karabakh**, région sécessionniste du Caucase majoritairement peuplée d'Arméniens, et **forçait son armée à déposer les armes**. Le décret du dirigeant de cette enclave annonce la dissolution « *de toutes les institutions gouvernementales et organisations [...] au 1er janvier 2024* » et qu'en conséquence, « *la République du Haut-Karabakh cesse son existence* ». Le dirigeant a justifié cette décision par la nécessité « *de tenir compte de la situation militaire et politique* » et afin de « *garantir la sécurité de la population* ». Il mentionne également l'accord conclu avec les autorités azerbaïdjanaises pour autoriser le départ des habitants via le corridor de Latchine. Cette région à majorité arménienne, qui avait fait sécession de l'Azerbaïdjan à l'éclatement de l'URSS, s'est opposée pendant plus de trois décennies à Bakou, notamment lors de deux guerres actives entre 1988 et 1994 et à l'automne 2020. Mais, la semaine dernière, l'Azerbaïdjan a lancé une offensive militaire pour la reprendre et poussé les séparatistes à capituler en 24 heures, sans qu'interviennent les soldats de la paix russes déployés sur place depuis fin 2020. L'Arménie, qui a soutenu ce territoire pendant ces décennies, n'est pas intervenu militairement cette fois-ci, ouvrant la voie à la réintégration de la région à l'Azerbaïdjan.

Les habitants du Haut-Karabakh **continuent de fuir leur région**, après que la route la reliant à l'Arménie a été ouverte dimanche 24 septembre 2023. Dans leur empressement à fuir, beaucoup se sont massés dans les stations-service. Lundi 25 septembre au soir, en plein exode, un dépôt de carburant a explosé dans l'enclave. Le bilan provisoire fait état d'au moins vingt morts et 280 blessés, selon les autorités séparatistes. Ces dernières ont demandé une assistance extérieure urgente pour faire face à la catastrophe. Ce sont 19 000 personnes fuyant le Haut-Karabakh sur les 120 000 Arméniens vivants dans la région qui ont franchi la frontière avec l'Arménie, depuis dimanche après-midi. En bus ou en minibus avec de simples sacs, en voiture individuelle, des familles contraintes de laisser leur vie derrière elles, avec tout ce qu'elles ont pu emporter. La situation humanitaire est catastrophique, explique à RFI, Taline Papazian, docteure en sciences politiques et

directrice de l'ONG Armenia Peace Initiative : « *Cela fait neuf mois qu'ils étaient soumis à un blocus. Donc, il y a les privations physiques. Il y a les privations en santé. Il y a évidemment l'impact psychologique qui est énorme. Ces gens sont obligés de quitter leur patrie plurimillénaire et de ce fait, dans une situation de stress et de trauma indescriptibles. Beaucoup de familles sont encore séparées* ». Même si les autorités de l'Azerbaïdjan ont fait la promesse de « *protéger les droits des Arméniens dans l'enclave* », elles craignent un nettoyage ethnique et ne reviendront donc sans doute jamais chez elles. Les autorités, les associations, les observateurs dans la région, tous appellent à ce que de l'aide, une mission d'observation ou encore des journalistes puissent entrer dans le Haut-Karabakh pour faire état de la situation et apporter les produits dont ont besoin des personnes déplacées de force.

Selon les chiffres donnés par les autorités arméniennes, ce sont plus de 50 243 réfugiés qui sont arrivés en quelques jours en Arménie, soit plus d'un tiers de la population de cette région séparatiste qui a fui le territoire et l'avancée des troupes de l'Azerbaïdjan. Les habitants du Haut-Karabakh s'attendent au mieux à être discriminés, au pire à subir des violences et de nettoyage ethnique et c'est pour cela qu'ils prennent la route. La seule route qui permette de rejoindre l'Arménie : celle du fameux corridor de Latchine. Ce qui explique les interminables embouteillages. En tout, cela prend environ 30 heures pour pouvoir quitter le Haut-Karabakh alors que l'enclave est toujours à court d'essence. Des bénévoles en apportent à la frontière dans des jerricans pour que ces voitures puissent au moins arriver jusqu'à la ville la plus proche, de l'autre côté de la frontière : Goris, en Arménie. Elle compte 20 000 habitants. Elle fait face, dans des conditions dramatiques, à l'arrivée de dizaines de milliers de personnes totalement démunies. Un certain nombre d'entre eux ont dû dormir dans leur voiture alors qu'il fait déjà froid à Goris et les bénévoles disent sur place être débordés et à court de pain. On espère que l'aide internationale arrivera rapidement. Maintenant, il faut loger ces réfugiés dans l'urgence et leur trouver des solutions de logement en Arménie. Le Premier ministre arménien a annoncé que son pays s'était préparé à accueillir 40 000 réfugiés, mais à ce rythme, la jauge risque d'être atteinte beaucoup plus vite, que ce que les autorités arméniennes ne l'imaginaient.

Le représentant en France, du Haut-Karabach était présent au rassemblement de soutien organisé par des parlementaires français mardi 26 septembre 2023 devant l'Assemblée nationale : « *C'est le chemin de l'exode, le Haut-Karabakh va être vidé dans les jours prochains parce que la file d'attente sur la route, dans un seul sens de Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh vers l'Arménie, vers la ville la plus proche Goris, est impressionnante. Il faut un soutien économique et politique. Il faudrait organiser l'accueil digne que méritent ces personnes en tant que réfugiés, de trouver leur place en Arménie dans cette société et de créer des mesures nécessaires pour qu'ils puissent être réintégrés et continuer leur vie dignement.* »

Ils sont désormais **65 036 à s'être réfugiés en Arménie**, selon de nouveaux chiffres communiqués jeudi 28 septembre 2023 par Erevan, à la suite de l'opération militaire qui a fait plus de 400 morts dans les deux camps. L'Arménie doit gérer ces dizaines de réfugiés : un défi humanitaire et logistique majeur dans un pays qui peine déjà à loger décemment ses propres habitants.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20230926-haut-karabakh-un-flot-d-habitants-de-l-enclave-sur-les-routes-en-direction-de-l-arm%C3%A9nie>

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20230927-haut-karabakh-face-%C3%A0-l-exode-vers-l-arm%C3%A9nie-les-autorit%C3%A9s-en-appellent-%C3%A0-l-aide-internationale>

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20230927-arm%C3%A9nie-face-%C3%A0-l-afflux-de-r%C3%A9fugi%C3%A9s-du-haut-karabakh-la-solidarit%C3%A9-s-organise-%C3%A0-goris>

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20230928-la-r%C3%A9publique-du-haut-karabakh-cessera-d-exister-le-1er-janvier-2024>

## LIBAN

Samedi 23 septembre 2023, la marine libanaise, avec le soutien de la défense civile, « a

*secouru 27 clandestins à bord d'un canot pneumatique qui coulait au large de Chekka* », a indiqué l'armée libanaise dans un communiqué. Tous étaient syriens, a précisé un responsable de l'armée. La Défense civile a annoncé que quatre personnes étaient portées disparues, mais l'armée ne l'a pas confirmé. Les migrants qui cherchent à rejoindre l'Europe depuis le Liban se dirigent en règle générale vers l'île de Chypre, située à quelque 250 kilomètres des côtes libanaises. Ces traversées illégales se sont nettement intensifiées cet été. Dimanche dernier, la police a ainsi déjoué une tentative d'émigration clandestine et arrêté le passeur libanais ainsi que 42 personnes, dont six enfants, tous syriens, qui projetaient de se rendre à Chypre. Les organisateurs du réseau ont touché entre 5 000 à 7 000 dollars par passager. La multiplication des tentatives de traversées maritimes illégales s'accompagne d'une augmentation sensible du nombre de Syriens qui essaient d'entrer clandestinement au Liban par voie terrestre. L'armée libanaise a ainsi refoulé la première semaine de septembre 1 200 Syriens qui tentaient de passer la frontière d'une manière illégale. Les autorités libanaises s'inquiètent de ce phénomène et estiment que **15 000 Syriens essaient d'entrer au Liban tous les mois** dans l'espoir d'atteindre l'Europe. **Le Liban abrite plus de deux millions de réfugiés et de déplacés syriens**, soit le tiers de la population. Lors d'une tournée à la frontière libano-syrienne ce samedi, le chef de l'armée libanaise, a une nouvelle fois qualifié la présence des réfugiés syriens au Liban de « *menace existentielle* » pour le pays.

<https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20230923-liban-les-tentatives-de-travers%C3%A9es-de-migrants-vers-chypre-se-multiplient>

## THAÏLANDE

Une nouvelle réglementation vient répondre à un vide juridique : jusqu'ici rien dans la loi thaïlandaise ne distinguait un demandeur d'asile pour raisons politiques à un migrant économique. Dorénavant, les étrangers qui peuvent attester d'un **risque de persécution** dans leur pays d'origine seront **autorisés à rester sur le territoire ; nourris logés, mais pas autorisés à travailler**. Pour les associations, la loi ne représente pas un progrès parce qu'elle ne prend pas en compte les standards internationaux en vigueur pour l'identification et le traitement réfugiés politiques. « *La Thaïlande, pour l'ONG Human Rights Watch, n'a pris aucun engagement international en faveur des droits des réfugiés.* » « *Nous sommes ici, dans une situation où c'est la police elle-même qui va monter les dossiers sur des critères très vagues entièrement soumis à la législation sécuritaire du gouvernement thaï. Le résultat, c'est que beaucoup d'individus pourraient se voir refuser le statut de réfugiés même s'ils ont de bonnes raisons de le revendiquer.* » Le rôle de la police thaïlandaise, qui prend le pas sur des institutions internationales telles que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, est vivement critiqué, ses officiers étant accusés de tirer des revenus des étrangers en situation irrégulière, notamment des centaines de milliers de réfugiés Birmans, qui souhaiteraient bénéficier d'un double statut : travailleurs migrants, d'une part, mais aussi menacés de mort s'ils rentraient en Birmanie.

# AFRIQUE

## LIBYE

Concernant **les inondations** du 10 septembre 2023, le président du Conseil libyen des droits de l'homme, a indiqué que le bilan des victimes s'élevait à **430 personnes immigrées** majoritairement de nationalité syrienne, soudanaise et tchadienne. D'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 100 000 migrants vivaient dans les zones touchées par les inondations, dont plus de 8 000 dans la ville de Derna, ville côtière de la Méditerranée comptant plus de 100 000 habitants. Ces chiffres ne sont que provisoires, puisque le bilan total des victimes, encore incertain, apparaît bien plus lourd. Le 16 septembre, le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) avait estimé que pas moins de 11 300 personnes

étaient décédées à cause des inondations dans la seule ville de Derna. Et plus de 10 000 personnes sont toujours portées disparues. Les inondations auraient aussi fait au moins 170 morts dans d'autres localités de l'est de la Libye, toujours d'après l'OCHA. En réponse à la catastrophe, Médecins sans frontières (MSF) déploie ses équipes à Derna. La ville bordant la Méditerranée a été *"divisée en deux par les inondations"*. *"Nos équipes soutiendront deux centres de soins de santé primaire des deux côtés de Derna, l'un à l'est de la ville, l'autre à l'ouest"*. Le vice-Premier ministre des autorités de l'est libyen, appelle *"tous les secouristes et tous ceux qui peuvent agir à venir immédiatement à Derna. Des quartiers entiers ont complètement disparu. Les disparus se comptent par milliers"*. *"Nous avons perdu trois membres du Croissant-Rouge alors qu'ils essayaient de sauver des familles encerclées par l'eau. La situation exige de conjuguer les efforts de tous : des deux gouvernements libyens et des ONG locales et internationales"*, alertait le porte-parole du Croissant-Rouge libyen.

## REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), dans des camps de déplacés autour de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, **70 femmes en moyenne** se sont présentées chaque jour ces dernières semaines dans les structures de Médecins sans frontières (MSF), suite à une **agression sexuelle**, selon l'ONG. « Les femmes sont exposées à des gens malintentionnés »

## SENEGAL

**Les corps de cinq personnes, toutes originaires du Sénégal, ont été retrouvés au large de la Mauritanie**, ont annoncé lundi 25 septembre 2023 les autorités du pays. La route migratoire des Canaries, qui passe par la Mauritanie, est toujours très fréquentée. Entre jeudi et dimanche, **540 migrants ont été secourus par la garde maritime du pays**. La majorité venaient du Sénégal, mais on comptait aussi quelques Maliens et des Gambiens. Quatre personnes ont dû être hospitalisées. Tous les exilés, répartis dans six pirogues, avaient pris la mer entre le 18 et le 22 septembre 2023 depuis le Sénégal dans l'espoir d'atteindre les îles des Canaries, distantes d'environ 1 500 kilomètres. Les départs depuis les côtes sénégalaises se sont multipliés ces derniers mois. Les jeunes fuient les difficultés économiques du pays. La crise du Covid, l'inflation et la raréfaction des ressources halieutiques minent la population, qui ne voit d'autres perspectives que l'exil vers l'Europe. *"L'Espagne... On veut tous y aller, avait confié, cet été, un Sénégalais d'une vingtaine d'années. Si une pirogue part, je saute tout de suite dedans. Il n'y a pas de travail ici, pas d'argent. L'unique solution, c'est l'Espagne"*. Mais sur cette longue route en plein océan, les courants forts font souvent dériver et chavirer les canots. D'autant que les Sénégalais, qui tentent la route des Canaries, voyagent à bord de pirogues aux moteurs inadaptés à de telles traversées. Et les naufrages dans cette zone maritime se multiplient. Aucune ONG de sauvetage n'est présente au large des côtes africaines en Atlantique. Au cours du premier semestre de 2023, 778 personnes ont perdu la vie en tentant de rejoindre les Canaries d'après l'association Caminando Fronteras.

## TUNISIE

Du 15 au 19 septembre 2023, différentes unités tunisiennes ont mené des opérations visant à lutter contre l'immigration illégale en mer Méditerranée. Au total, **2 970 personnes ont été interceptées par les autorités**. Dans la région Centre (Sfax, Qurqana et Mahdia), la Garde nationale tunisienne a annoncé avoir contrecarré 74 tentatives de traversées et *"secouru"* 2 216 personnes (1 837 Subsahariens et 379 Tunisiens). Dans les régions nord et sud, les unités de police ont recensé 43 tentatives de passages maritimes et intercepté 291 passagers (202 Tunisiens et 89 ressortissants d'Afrique subsaharienne). Soixante-deux passeurs ont été interpellés. Pour la seule journée du 19 septembre 2023, près de 500 personnes ont été empêchées de traverser la mer vers **l'Italie**. Selon les autorités tunisiennes, 463 migrants, dont 349 Subsahariens, ont été stoppés dans leur tentative. Et 53 suspects ont été interpellés *"pour leur implication"* dans ces traversées. Des dizaines d'embarcations de fortune et canot en caoutchouc ont aussi été saisis. D'autre part, environ 1 800 exilés d'Afrique subsaharienne ont été refoulés aux frontières terrestres du pays, selon la garde nationale. Les autorités

mènent depuis plusieurs jours une vaste campagne sécuritaire contre les migrants clandestins, originaires pour la plupart de pays d'Afrique subsaharienne. Selon les autorités, des centaines de forces de sécurité ont participé à l'opération, appuyées par des unités antiterroristes, des avions et des chiens policiers, sur la base des "ordres du président", qui a souligné que "*l'afflux de migrants est inacceptable*", en référence aux chiffres auxquels fait face l'île italienne de Lampedusa. Cette année, la Tunisie est devenue le principal point de départ des migrants qui souhaitent rejoindre l'Europe en traversant la Méditerranée. Depuis le début de l'année, 132 379 personnes sont arrivées en Italie, c'est presque le double par rapport à la même période l'année dernière. Autant de facteurs qui poussent les Africains subsahariens à tenter la traversée de la Méditerranée pour se mettre en sécurité en Europe. "*À Sfax, il n'y a plus de vie*", expliquait un Guinéen qui a débarqué le 12 septembre sur l'île de Lampedusa. "*Faut pas s'étonner que nous soyons en colère, partout où on passe, on nous donne des coups. On encaisse, on encaisse, puis un jour, on les rend, forcément*".

*"Les forces de sécurité ont évacué dimanche matin 17 septembre 2023, une place sur laquelle environ 500 migrants étaient rassemblés dans le centre de Sfax" où ils avaient trouvé refuge après avoir été expulsés de leur logement au début du mois de juillet. Les migrants "ont été dispersés par petits groupes en direction de zones rurales et vers d'autres villes". Les autorités mènent depuis samedi une vaste campagne sécuritaire contre les migrants clandestins, originaires pour la plupart de pays d'Afrique subsaharienne. Elles ont annoncé l'arrestation de près de 200 migrants subsahariens "qui s'apprêtaient à effectuer une traversée clandestine" vers les côtes européennes.*

Sur des photos et vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, des dizaines de personnes tentent de bloquer une route sur laquelle des bus blancs ont été contraints de s'arrêter, près de la ville d'El Amra, à une trentaine de kilomètres au nord de Sfax. Dans ces bus se trouvent des centaines de migrants subsahariens expulsés de Sfax dimanche 17 septembre 2023. "*Cette campagne de sécurité a été bien accueillie par les habitants de la région, en particulier après le rétablissement de l'ordre public et l'évacuation des places publiques*", s'est félicité le ministère de l'intérieur. Pourquoi déplacer ces personnes à El Amra, l'un des principaux points de départ des bateaux de migrants pour tenter de rejoindre l'Europe ? "*On a du mal à entrevoir une stratégie. Cela peut être vu comme des actions de communication ou bien une démonstration de force pour répondre à la pression venant d'Italie et de l'Union européenne (UE)*". Selon le porte-parole du Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), les expulsions de dimanche se sont déroulées sans résistance de la part des exilés "*car on leur a fait croire qu'ils allaient être pris en charge dans des camps, alors qu'ils ont été jetés au milieu des champs d'oliviers*". "*Il n'y a rien dans cette zone, les gens ont été abandonnés*". Alors qu'aucun hébergement n'est prévu pour les exilés à El Amra, les autorités tunisiennes peuvent-elles avoir délibérément amener des centaines de Subsahariens sur un point de départ vers l'Europe ? Sans exclure totalement cette possibilité, reste un paradoxe : "*[Les autorités tunisiennes] amènent les personnes près des points de départ des bateaux et en même ces personnes, à la rue depuis des mois, n'ont pas l'argent pour payer la traversée*". "Les autorités tunisiennes essayent de répondre aux attentes et protestations de la population locale et en même temps aux partenaires européens", sans vraiment avoir de solutions.

## AMERIQUE

### MEXIQUE

L'entreprise Ferromex qui , gère 11 000 kilomètres de **voies ferrées** à travers le Mexique et jusqu'aux États-Unis, dit avoir vu une forte augmentation du nombre de migrants dans ses trains. Par exemple, elle indique qu'environ 1 500 personnes se trouvent actuellement dans son centre d'opération à Torreon, dans l'État de Coahuila, au nord. Ce n'est pas nouveau que les migrants embarquent dans les trains de marchandise. Cela leur permet de traverser le Mexique et d'atteindre



la frontière américaine en espérant passer de l'autre côté. Il s'agit d'une opération risquée et très dangereuse : les accidents sont courants. Ferromex en déplore six ces derniers jours ayant provoqué des blessés et des décès parmi les migrants. L'entreprise a également lancé un appel aux gouvernements du Mexique et des États-Unis pour prendre des mesures pour répondre à cette crise migratoire qui continue et s'intensifie. Elle a annoncé mardi 19 septembre 2023 **suspendre temporairement 60 trains**, principalement dans le nord et dans le centre du pays, soit l'équivalent d'environ 1 800 camions sur la route une partie de ses activités. Selon le directeur de l'association mexicaine des trains, cet arrêt va avoir un **impact important sur le commerce national** et international, car ces trains transportent toutes sortes de marchandises : voitures, grain, œufs, viande, lait, poulet, acier, composants électroniques, téléphones portables et vêtements. De son côté, le président de la Chambre nationale des transporteurs routiers a affirmé qu'ils avaient la capacité de transporter vers le nord du pays tout ce que Ferromex cessait de prendre en charge - si les clients en font la demande.

<https://www.rfi.fr/am%C3%A9riques/20230920-mexique-la-plus-grosse-entreprise-ferroviaire-immobilise-de-trains-face-%C3%A0-l-afflux-de-migrants>

## USA

**Les migrants continuent d'arriver à la frontière ultra protégée entre les États-Unis et le Mexique**, tandis que la police des frontières a arrêté plus d'1,8 million de passages à sa frontière sur l'année fiscale 2023. Des milliers de personnes fuyant leur pays sont arrivées ces derniers jours à divers postes-frontières du Texas. En août, les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient mettre en place un programme d'aide aux réfugiés. Le mois dernier, 232 972 migrants ont passé la frontière sud, un chiffre en hausse par rapport aux mois précédents. Le nombre de personnes migrantes sur les routes et dans le nord du Mexique atteint des records selon l'Organisation internationale de la migration. Depuis l'été, la quantité de personnes arrêtées par la patrouille frontalière américaine ne cesse d'augmenter avec une explosion en août. Tous les chiffres sont à la hausse et augmentent la pression à la frontière – la semaine dernière, les autorités américaines ont décidé de fermer l'Eagle Pass, le pont qui relie la ville de Piedras Negras dans l'État de Coahuila et le Texas. Le Mexique est un lieu de départ, mais aussi de passage, alors les flux migratoires augmentent à l'intérieur du pays. A la frontière sud, on estime qu'environ **6 000 personnes entrent sur le territoire mexicain chaque jour**. Les services mexicains de demande d'asile sont absolument débordés. Et sur les routes, les migrants font tout ce qu'ils peuvent pour aller au nord. À tel point que la semaine dernière la principale compagnie ferroviaire du Mexique a cessé une partie de ses activités à cause des milliers de personnes qui se risquaient à monter dans les wagons de marchandise. La fin du « titre 42 », une mesure mise en place pendant la pandémie crée un appel d'air qui explique cette nouvelle vague migratoire. L'usage, désormais, du « titre 8 » pour accorder ou non l'asile, bien que très restrictif ne freine pas du tout l'afflux de migrants. **L'insécurité, la violence et la précarité sont les principaux facteurs qui motivent les personnes à abandonner leur pays** selon les données de l'Organisation internationale de la migration. Après la pandémie, les économies nationales de plusieurs pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud sont à genoux, la criminalité explose, et les gens prennent décision de partir. L'immense majorité ne conçoit pas de retourner un jour dans son pays d'origine. Devant cette urgence, les États-Unis répondent par des solutions militaires. Le département de la sécurité américaine a annoncé **le déploiement de 800 éléments à la frontière pour renforcer les 2 500 soldats** de la garde nationale déjà présents. De son côté le Mexique s'est accordé avec la compagnie de train et les autorités américaines pour augmenter le nombre de retours dans le pays d'origine et tenter de diminuer la pression à la frontière. Mais ce **qu'il manque c'est une réponse globale sur les causes profondes du problème**. C'est d'ailleurs l'appel lancé vendredi dernier par la ministre mexicaine des affaires étrangères à l'ONU. Elle engage les pays à faire des efforts pour réduire les inégalités entre les frontières et considérer cette crise comme une **crise humanitaire**. La frontière terrestre entre les États-Unis et le Mexique est la plus meurtrière de la planète, et ceux qui passent par le Río Grande courent le péril de la noyade. Rien que la semaine dernière deux personnes

ont été retrouvées mortes dans les eaux, dont un enfant de trois ans.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20230925-%C3%A9tats-unis-les-migrants-toujours-plus-nombreux-%C3%A0-la-fronti%C3%A8re-avec-le-mexique>

## CINEMA

**Les Troisièmes Lieux**, un film de Thierry Mercadal. Une coproduction France 3 Pays de la Loire – On Stage. **Diffusion à 9h10 mercredi 4 octobre 2023.** Réponses nées de l'urgence sociale, de la quête de sens et de collectif et du désir d'une vie bonne et saine : d'évidence, ces troisièmes lieux nous racontent, nous et notre époque. "Les Troisièmes Lieux" revient sur l'expérience de l'occupation de la Maison du Peuple à Nantes, de septembre 2019 à juillet 2021. Réponse à l'urgence d'accueillir des migrants sans solution de logement, ce lieu abandonné appartenant au diocèse a vite multiplié les activités autour de sa seule fonction d'hébergement : formation, aide administrative, lieu de création et de diffusion culturelle, espace de coworking, free shop. " *Ce sont des gens qui veulent changer la vie en commençant par en bas : leur vie, et celle de leurs proches*" analyse une Maîtresse de conférences en géographie à l'Université de Lille. " *Ce n'est pas de la politique au sens de produire du discours et proposer un nouveau programme. C'est faire.*"

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/nantes/documentaire-les-troisiemes-lieux-reinventer-la-vie-le-travail-et-la-solidarite-dans-les-quartiers-2843948.html>

**La frontière verte**, «Zielona granica » film réalisé par Agnieszka Holland et primé à la Mostra de Venise, ne plait pas au gouvernement ultranational et conservateur. La réalisatrice montre une famille de Syriens, attirée par la propagande biélorusse, qui traverse la frontière dans la forêt de Bialowieza. Là, les gardes-frontières ignorent les demandes d'asile et repoussent cette famille de l'autre côté. Ce qui est illégal. Un sujet qui ne passe pas pour le gouvernement en place, qui traite la réalisatrice de « pro-Poutine » et pro-Loukachenko, du nom du président biélorusse. Un « ton anti-polonais » que le ministre de la Justice qualifie de « propagande nazie », parce que le film critique l'armée polonaise. Le sujet crispe le parti au pouvoir à Varsovie, embourbé dans un scandale d'octroi de visas et qui mise beaucoup sur son discours anti-immigration pour se faire réélire. Certains cinémas ont même dû supprimer le film qui est censé sortir vendredi après la demande de certains élus locaux du parti au pouvoir. En tout cas, partout ailleurs, les salles afficheront « complet » ou presque. Et la réalisatrice ira le défendre aux quatre coins du pays dans les semaines à venir.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20230920-migrants-un-film-s%C3%A8me-la-discorde-dans-la-campagne-%C3%A9lectorale-en-pologne>